

NOTICE ANNUELLE



La Banque Toronto-Dominion

Toronto-Dominion Centre

Toronto (Ontario) Canada

M5K 1A2

Le 4 décembre 2013

Documents intégrés par renvoi

Des parties de la présente notice annuelle (la « notice annuelle ») sont présentées dans les états financiers annuels consolidés (les « états financiers annuels ») et le rapport de gestion de la Banque pour l'exercice terminé le 31 octobre 2013 (le « rapport de gestion 2013 ») et sont intégrées par renvoi à la présente notice annuelle.

	Pages de renvoi	Pages intégrées par renvoi	
		États financiers annuels	Rapport de gestion 2013
	Notice annuelle		
STRUCTURE DE L'ENTREPRISE			
Dénomination sociale, adresse et constitution.....	4		
Liens intersociétés	4		
DÉVELOPPEMENT GÉNÉRAL DE L'ACTIVITÉ			
Historique des trois derniers exercices.....	4		3-36
DESCRIPTION DES ACTIVITÉS			
Revue des activités, y compris les placements à l'étranger		4-8	18-36
Participation dans TD Ameritrade.....	5	55-56, 85	27, 70, 112
Concurrence.....			75
Actifs incorporels.....		57 à 59	
Nombre moyen d'employés	6		
Prêt			43-56, 81-91
Politiques sociale et environnementale			111-112
Facteurs de risque	6		72-112
DIVIDENDES			
Dividendes par action de la Banque.....	6		
Dividendes de TD Ameritrade.....	7		
Restrictions et politique en matière de dividendes de La Banque Toronto-Dominion		63-68	62
STRUCTURE DU CAPITAL			
Actions ordinaires.....	7	65	
Actions privilégiées	8	63, 65-69	
Restrictions.....	8		
Notations	9		
MARCHÉ POUR LA NÉGOCIATION DES TITRES DE LA BANQUE			
Inscriptions sur les marchés	12		
Cours et volume des opérations	12		
Placements antérieurs	14		
ADMINISTRATEURS ET MEMBRES DE LA HAUTE DIRECTION			
Administrateurs et comités du conseil de la Banque	14		
Comité d'audit	18		
Membres de la haute direction de la Banque.....	20		
Actions détenues par les administrateurs et les membres de la haute direction	21		
Information supplémentaire relative aux administrateurs et membres de la haute direction	21		
Politiques d'approbation préalable et honoraires versés à l'auditeur nommé par les actionnaires.....	22		
POURSUITES ET MESURES REGLEMENTAIRES			
Poursuites	23		
Mesures réglementaires	23		
MEMBRES DE LA DIRECTION ET AUTRES PERSONNES INTÉRESSÉS DANS DES OPÉRATIONS IMPORTANTES	23		
AGENTS DES TRANSFERTS ET AGENTS CHARGÉS DE LA TENUE DES REGISTRES			
Agent des transferts	24		
Co-agent des transferts et agent chargé de la tenue des registres.....	24		
INTÉRÊTS DES EXPERTS	24		
RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	25		

À moins d'indication contraire, la présente notice annuelle donne des renseignements à jour au 31 octobre 2013.

Mise en garde à l'égard des énoncés prospectifs

De temps à autre, la Banque fait des énoncés prospectifs, écrits et verbaux, y compris dans le présent document, d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis et d'autres communications. En outre, des représentants de la Banque peuvent formuler verbalement des énoncés prospectifs aux analystes, aux investisseurs, aux médias et à d'autres personnes. Tous ces énoncés sont faits conformément aux dispositions d'exonération et se veulent des énoncés prospectifs aux termes de la législation en valeurs mobilières applicable du Canada et des États-Unis, notamment la loi des États-Unis intitulée *Private Securities Litigation Reform Act of 1995*. Les énoncés prospectifs comprennent, entre autres, les énoncés figurant dans le présent document, dans le rapport de gestion 2013 de la Banque à la rubrique « Sommaire et perspectives économiques » et, pour chacun des secteurs d'activité, aux rubriques « Perspectives et orientation pour 2014 », ainsi que d'autres énoncés concernant les objectifs et les priorités de la Banque pour 2014 et par la suite et les stratégies pour les atteindre, ainsi que les attentes en matière de rendement financier pour la Banque. Les énoncés prospectifs se reconnaissent habituellement à l'emploi de termes et expressions comme « croire », « prévoir », « anticiper », « avoir l'intention de », « estimer », « planifier » et « pouvoir » et de verbes au futur ou au conditionnel.

De par leur nature, ces énoncés prospectifs obligent la Banque à formuler des hypothèses et sont assujettis à des risques et incertitudes, généraux ou spécifiques. Particulièrement du fait de l'incertitude quant à l'environnement physique, financier, à la conjoncture économique, au climat politique et au cadre réglementaire, ces risques et incertitudes – dont bon nombre sont indépendants de la volonté de la Banque et dont les répercussions peuvent être difficiles à prévoir – peuvent faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement de ceux avancés dans les énoncés prospectifs. Les facteurs de risque qui pourraient entraîner de tels écarts incluent les risques notamment de crédit, de marché (y compris le risque lié aux actions, le risque sur marchandises, le risque de change et le risque de taux d'intérêt), de liquidité, opérationnel (y compris les risques liés à la technologie), d'atteinte à la réputation, d'assurance, de stratégie et de réglementation ainsi que les risques juridiques, environnementaux, d'adéquation des capitaux propres et les autres risques. Ces facteurs de risque comprennent notamment la conjoncture économique et commerciale dans les régions où la Banque exerce ses activités; les interruptions ou attaques (y compris les cyberattaques) visant la technologie informatique, l'Internet, les systèmes d'accès au réseau ou les autres systèmes ou services de communications voix-données de la Banque; l'évolution de divers types de fraude auxquels la Banque est exposée; le défaut de tiers de se conformer à leurs obligations envers la Banque ou les membres de son groupe relativement au traitement et au contrôle de l'information; l'incidence des récentes modifications législatives et réglementaires; le contexte de contentieux globalement difficile, y compris aux États-Unis; les changements apportés aux notations de crédit de la Banque; les variations des taux de change et d'intérêt; l'augmentation des coûts de financement de crédit causée par l'illiquidité des marchés et la concurrence pour l'accès au financement; et l'occurrence d'événements catastrophiques naturels et autres que naturels et les demandes d'indemnisation qui en découlent. Nous avisons le lecteur que la liste qui précède n'est pas une liste exhaustive de tous les facteurs de risque possibles, et d'autres facteurs pourraient également avoir une incidence négative sur les résultats de la Banque. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la section « Facteurs de risque et gestion des risques » du rapport de gestion de 2013, telle qu'elle peut être mise à jour dans les rapports aux actionnaires trimestriels déposés par la suite et dans les communiqués (le cas échéant) relatifs à l'une ou l'autre des transactions dont il est question à la rubrique « Événements importants » dans le rapport de gestion pertinent, lesquels peuvent être consultés sur le site Web www.td.com. Le lecteur doit examiner ces facteurs attentivement, ainsi que d'autres incertitudes et événements possibles, de même que l'incertitude inhérente aux énoncés prospectifs, avant de prendre des décisions à l'égard de la Banque, et ne doit pas se fier indûment aux énoncés prospectifs de la Banque.

Les hypothèses économiques importantes étayant les énoncés prospectifs figurant dans le présent document sont décrites dans le rapport de gestion de 2013 à la rubrique « Sommaire et perspectives économiques » et, pour chacun des secteurs d'exploitation aux rubriques « Perspectives et orientation pour 2014 », telles qu'elles seront mises à jour dans les rapports aux actionnaires trimestriels déposés par la suite.

Tout énoncé prospectif contenu dans le présent document représente l'opinion de la direction uniquement à la date des présentes et est communiqué afin d'aider les actionnaires de la Banque et les

analystes à comprendre la situation financière, les objectifs, les priorités et les attentes en matière de rendement financier pour la Banque aux dates indiquées et pour les périodes closes à ces dates, et peut ne pas convenir à d'autres fins. La Banque n'effectuera pas de mise à jour de quelque énoncé prospectif, écrit ou verbal, qu'elle peut faire de temps à autre directement ou indirectement, à moins que la législation en valeurs mobilières applicable ne l'exige.

STRUCTURE DE L'ENTREPRISE

Dénomination sociale, adresse et constitution

La Banque Toronto-Dominion (la « Banque » ou « TD ») et ses filiales sont collectivement connues sous la dénomination de « Groupe Banque TD ». La Banque, banque à charte de l'annexe 1 sous le régime de la *Loi sur les banques* (Canada) (la « Loi sur les banques »), a été constituée le 1^{er} février 1955 par suite de la fusion de The Bank of Toronto (constituée en 1855) et de The Dominion Bank (constituée en 1869). Le siège social de la Banque est situé au Toronto-Dominion Centre, King Street West et Bay Street, Toronto (Ontario) M5K 1A2.

Liens intersociétés

L'information relative aux liens intersociétés entre la Banque et ses principales filiales se trouve à l'appendice A de la présente notice annuelle.

DÉVELOPPEMENT GÉNÉRAL DE L'ACTIVITÉ

Historique des trois derniers exercices

Au 31 octobre 2013, TD était la deuxième banque canadienne en importance selon la capitalisation boursière. Groupe Banque TD est la sixième banque en importance en Amérique du Nord d'après le nombre de succursales et sert plus de 22 millions de clients dans des centres financiers partout dans le monde dans quatre principaux secteurs d'exploitation : les services bancaires personnels et commerciaux au Canada, incluant TD Canada Trust et Financement auto TD Canada; Gestion de patrimoine et Assurance, incluant Gestion de patrimoine TD, Placements directs TD, une participation dans TD Ameritrade et TD Assurance; les services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis, incluant TD Bank, America's Most Convenient Bank et TD Auto Finance U.S.; et les services bancaires en gros, incluant Valeurs Mobilières TD. TD se classe également parmi les plus importantes sociétés de services financiers en ligne du monde et compte environ 8 millions de clients en ligne et mobiles. Le 31 octobre 2013, l'actif de TD atteignait 862,5 milliards de dollars CA. La Banque Toronto-Dominion est inscrite à la cote de la Bourse de Toronto et à la cote de la Bourse de New York sous le symbole « TD ».

Pour de plus amples renseignements sur les secteurs d'exploitation de TD, voir les descriptions faites ci-après et aux pages 18 à 41 du rapport de gestion 2013.

Développement de l'activité canadienne

Le 1^{er} décembre 2011, la Banque a acquis la quasi-totalité du portefeuille de cartes de crédit de MBNA Canada, filiale en propriété exclusive de Bank of America Corporation, de même que certains autres éléments d'actif et de passif moyennant un contrepartie au comptant de 6 839 millions de dollars.

Le 5 août 2013, la Banque a mené à terme l'acquisition de la quasi-totalité du portefeuille de cartes de crédit de commerçants de Services aux détaillants HSBC Limitée, filiale en propriété exclusive indirecte de HSBC Holdings PLC.

Le 12 août 2013, la Banque et Aimia Inc. (« Aimia ») ont annoncé que la Banque deviendra le principal émetteur de cartes de crédit Aéroplan, un programme de fidélisation détenu par Aimia, à compter du 1^{er} janvier 2014. Le 16 septembre 2013, la Banque, Aimia et Banque Canadienne Impériale de Commerce (« CIBC ») ont conjointement annoncé des ententes aux termes desquelles la Banque fera aussi l'acquisition d'environ 50 % du portefeuille existant de cartes de crédit Aéroplan de la CIBC, qui se compose essentiellement de comptes que détiennent des clients qui ne sont pas des clients des services bancaires au

public existants de la CIBC. L'acquisition, dont la clôture devrait avoir lieu au premier trimestre de 2014, est sous réserve des modalités de clôture habituelles.

Le 12 novembre 2013, TD Waterhouse Canada Inc., filiale de la Banque, a mené à terme la vente de l'entreprise de services institutionnels de la Banque, connue sous la dénomination Services institutionnels TD Waterhouse, à une filiale de Banque Nationale du Canada.

Développement de TD Bank, America's Most Convenient Bank®

TD Bank, N.A., exploitée sous la dénomination TD Bank, America's Most Convenient Bank®, est l'une des dix plus importantes banques aux États-Unis. Elle offre à ses clients une gamme complète de produits et services financiers par l'intermédiaire d'un réseau de plus de 1 300 succursales pratiques sur toute la côte Est, du Maine jusqu'à la Floride. TD Bank, N.A. est une filiale en propriété exclusive de la Banque.

Le 1^{er} avril 2011, la Banque a annoncé la clôture de son acquisition de Services financiers Chrysler. Aux termes de l'entente, TD Bank, N.A. a fait l'acquisition de Chrysler Financial aux États-Unis et la Banque a fait l'acquisition de Services financiers Chrysler au Canada. Les résultats de Services financiers Chrysler aux États-Unis sont comptabilisés au poste des services bancaires aux particuliers et commerciaux aux États-Unis de la Banque. Les résultats de Services financiers Chrysler au Canada sont comptabilisés au poste des services financiers aux particuliers et commerciaux au Canada de la Banque. Le 10 juin 2011, la Banque a annoncé le regroupement de son entreprise de financement automobile existant avec Services financiers Chrysler sous une nouvelle marque de financement automobile nord-américaine, Services de financement auto TD.

Le 13 mars 2013, la Banque, par l'entremise de sa filiale TD Bank USA, N.A., a fait l'acquisition de la quasi-totalité des portefeuilles de cartes de crédit Visa et de cartes de crédit de marque privée de Target Corporation (« Target »), dont la créance brute s'élève à 5,8 milliards de dollars. TD Bank USA, N.A. a aussi conclu une entente s'étalant sur une période de sept ans dans le cadre de laquelle elle devient l'émetteur exclusif de la carte Visa de Target et des cartes de crédit de marque privée à l'intention des clients de Target aux États-Unis.

Le 27 mars 2013, la Banque a acquis la totalité des actions en circulation d'Epoch Holding Corporation et de sa filiale en propriété exclusive, Epoch Investment Partners, Inc. (« Epoch »), une entreprise de gestion d'actifs établie à New York. TD a fait l'acquisition d'Epoch moyennant une contrepartie au comptant de 674 millions de dollars US, et les actionnaires d'Epoch Holding Corporation ont reçu 28 \$ US au comptant par action.

Participation dans TD Ameritrade

La Banque a investi dans TD Ameritrade Holding Corporation (« TD Ameritrade »). TD Ameritrade est un des premiers fournisseurs de services de courtage en valeurs mobilières et de services financiers par le truchement de la technologie à des petits investisseurs, à des négociateurs et à des conseillers en valeurs inscrits indépendants. TD Ameritrade offre ses services notamment par Internet, au moyen d'un réseau national de succursales et de ses liens avec des conseillers en valeurs inscrits indépendants. TD Ameritrade est une société américaine cotée en Bourse, et ses actions ordinaires sont inscrites à la cote du NYSE. En date du 31 octobre 2013, la Banque était propriétaire d'environ 42,22 % des titres avec droit de vote en circulation de TD Ameritrade. On peut obtenir des renseignements supplémentaires au sujet de TD Ameritrade sur le site Internet EDGAR (« EDGAR ») de la Securities and Exchange Commission des États-Unis au www.sec.gov.

La participation de la Banque D dans TD Ameritrade fait l'objet d'une convention d'actionnaires qui renferme des dispositions quant à certaines questions, notamment la gouvernance, la composition du conseil, l'actionnariat, la cession d'actions et le vote. Aux termes de la convention d'actionnaires, la Banque n'exercera pas les droits de vote se rattachant aux actions qu'elle détient au-delà de 45 % des actions ordinaires en circulation de TD Ameritrade.

DESCRIPTION DES ACTIVITÉS

La description des principaux secteurs d'activité de TD et l'information s'y rapportant sont données à la page 3 et aux pages 18 à 36 du rapport de gestion de 2013.

Nombre moyen d'employés

Au cours de l'exercice 2013, TD comptait en moyenne 78 748 employés équivalent plein temps.

Facteurs de risque

La Banque estime qu'il est très important d'évaluer régulièrement sa structure d'exploitation et de recenser les risques prépondérants et émergents, soit les risques qui peuvent avoir une incidence importante sur la Banque et qui monopolisent l'attention des cadres supérieurs par leurs répercussions potentiellement généralisées ou immédiates. Les risques prépondérants et émergents comprennent, notamment : la conjoncture économique en général des régions dans lesquelles la Banque exerce ses activités; la prolifération, le perfectionnement et la constante évolution de la technologie et les risques d'atteinte à la sécurité de l'information pour les grandes institutions financières comme la Banque; le perfectionnement, la complexité et l'évolution des différents types de fraude dont la Banque est régulièrement victime; le fait que la Banque est tributaire de fournisseurs de services indépendants et de ses propres systèmes de technologie de l'information pour la commercialisation efficace de ses produits et services; l'adoption d'une nouvelle législation ou réglementation et des modifications à la législation et à la réglementation en vigueur et aux politiques fiscales, économiques et monétaires des différents organismes de réglementation du Canada, des États-Unis et d'autres pays, et des changements quant à leur interprétation ou application; et la mise en cause de la Banque ou de ses filiales, le cas échéant, notamment en tant que défenderesses dans des recours collectifs et d'autres litiges ou différends avec des tiers, y compris, notamment des instances en exécution de la réglementation, visant les entreprises et les activités de la Banque et qui peuvent s'étaler sur plusieurs années et être extrêmement complexes. Les autres facteurs de risque pouvant avoir une incidence sur les résultats à venir comprennent, notamment : la pertinence du cadre de gestion des risques de la Banque; le succès relatif de la Banque quant à la réalisation et à l'intégration d'acquisitions et à l'exécution de plans stratégiques; l'aptitude de la Banque à recruter, à former et à fidéliser des membres clés de la direction; des révisions des notes et des perspectives des agences de notation à l'égard de la Banque; des variations des cours du change et des taux d'intérêt au Canada, aux États-Unis et dans d'autres territoires dans lesquels la Banque exerce ses activités; les conventions et méthodes comptables qu'utilise la Banque et leur incidence au moment de la publication des résultats d'exploitation et de la situation financière de la Banque; et l'aptitude de la Banque à exercer ses activités dans un secteur extrêmement concurrentiel.

De plus amples renseignements concernant les types de risques susmentionnés et les façons dont la Banque les gère figurent à la rubrique « Facteurs de risque et gestion des risques » aux pages 72 à 112 du rapport de gestion 2013, laquelle rubrique est intégrée par renvoi aux présentes. La Banque donne une mise en garde selon laquelle la discussion sur les risques qui précède n'est pas exhaustive. Au moment de décider s'il y a lieu de souscrire des titres de la Banque, les investisseurs et autres personnes intéressées devraient examiner attentivement ces facteurs ainsi que les autres incertitudes, événements potentiels et facteurs propres au secteur d'activité et à la Banque qui sont susceptibles d'avoir une incidence défavorable sur les résultats futurs de la Banque.

DIVIDENDES

Dividendes par action de la Banque (fin de l'exercice le 31 octobre)

Type d'actions	2013	2012	2011
Actions ordinaires	3,24 \$	2,89 \$	2,61 \$
Actions privilégiées			
Série M ¹	—	—	1,18 \$
Série N ²	—	—	1,15 \$
Série O	1,21 \$	1,21 \$	1,21 \$

Type d'actions	2013	2012	2011
Série P	1,31 \$	1,31 \$	1,31 \$
Série Q	1,40 \$	1,40 \$	1,40 \$
Série R	1,40 \$	1,40 \$	1,40 \$
Série S ³	1,15 \$	1,25 \$	1,25 \$
Série T ³	0,16 \$ ⁴	—	—
Série Y ⁵	1,28 \$	1,28 \$	1,28 \$
Série AA	1,25 \$	1,25 \$	1,25 \$
Série AC	1,40 \$	1,40 \$	1,40 \$
Série AE	1,56 \$	1,56 \$	1,56 \$
Série AG	1,56 \$	1,56 \$	1,56 \$
Série AI	1,56 \$	1,56 \$	1,56 \$
Série AK	1,56 \$	1,56 \$	1,56 \$

¹ Le 31 octobre 2011, la Banque a racheté la totalité de ses 14 millions d'actions privilégiées de premier rang de catégorie A, série M en circulation.

² Le 31 octobre 2011, la Banque a racheté la totalité de ses 8 millions d'actions privilégiées de premier rang de catégorie A, série N en circulation.

³ Le 31 juillet 2013, la Banque a converti 4,6 millions de ses 10 millions d'actions privilégiées à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif, série S, au pair, en actions privilégiées à taux variable et à dividende non cumulatif, série T de la Banque.

⁴ Représente le montant des dividendes en espèces versés par action entre le 31 juillet 2013 et le 31 octobre 2013.

⁵ Le 31 octobre 2013, la Banque a converti 4,5 millions de ses 10 millions d'actions privilégiées à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif, série Y, au pair, en actions privilégiées à taux variable et à dividende non cumulatif, série Z de la Banque.

Dividendes de TD Ameritrade (fin de l'exercice le 30 septembre)

TD Ameritrade a déclaré un dividende en espèces trimestriel de 0,09 \$ US par action sur ses actions ordinaires à chaque trimestre de l'exercice 2013. TD Ameritrade a aussi déclaré et versé un dividende en espèces spécial de 0,50 \$ US par action sur ses actions ordinaires au cours du premier trimestre de l'exercice 2013. Le 29 octobre 2013, TD Ameritrade a déclaré un dividende en espèces trimestriel de 0,12 \$ US par action sur ses actions ordinaires pour le premier trimestre de l'exercice 2014, dividende payable le 19 novembre 2013 à tous les porteurs inscrits d'actions ordinaires de TD Ameritrade au 7 novembre 2013, et un dividende en espèces spécial de 0,50 \$ US par action sur ses actions ordinaires, payable le 17 décembre 2013 à tous les porteurs inscrits d'actions ordinaires de TD Ameritrade au 3 décembre 2013. Le versement de dividendes futurs se fera au gré du conseil d'administration de TD Ameritrade et sera tributaire de nombreux facteurs que le conseil d'administration juge pertinents, notamment, les bénéfices futurs, le succès des activités commerciales de TD Ameritrade, les besoins en capital, la situation financière générale et les perspectives d'avenir de son entreprise et la conjoncture économique.

STRUCTURE DU CAPITAL

Le résumé qui suit de la structure du capital de la Banque est présenté entièrement sous réserve des règlements de la Banque et des conditions générales réelles se rattachant à ses actions.

Actions ordinaires

Le capital d'actions ordinaires autorisé de la Banque se compose d'un nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale. Sous réserve des restrictions énoncées à la rubrique « Restrictions » ci-après, les porteurs d'actions ordinaires sont habilités à voter à toutes les assemblées des actionnaires de la Banque, sauf les assemblées où uniquement les porteurs d'une certaine catégorie ou série d'actions sont habilités à voter. Les porteurs d'actions ordinaires ont le droit de recevoir des dividendes à mesure qu'ils sont déclarés par le conseil d'administration de la Banque, sous réserve de la priorité des porteurs des actions privilégiées de la Banque. Après le paiement aux porteurs d'actions privilégiées de la Banque du ou des montants auxquels ils peuvent avoir droit, et après le remboursement de toutes les dettes en cours, les porteurs d'actions ordinaires ont le droit de recevoir le reliquat des biens de la Banque lors de la liquidation ou de la dissolution de la Banque.

Actions privilégiées

Les actions privilégiées de premier rang, catégorie A (les « actions privilégiées ») de la Banque peuvent être émises de temps à autre en une ou plusieurs séries et comporter les droits, privilèges, restrictions et conditions que le conseil d'administration de la Banque peut déterminer.

Les actions privilégiées ont priorité de rang sur les actions ordinaires et toutes les autres actions de la Banque de rang inférieur aux actions privilégiées quant au versement des dividendes et à la distribution de l'actif en cas de liquidation ou de dissolution de la Banque. Chaque série d'actions privilégiées est de rang égal aux autres séries d'actions privilégiées.

Aux termes de la Loi sur les banques, la Banque ne peut, sans l'approbation des porteurs des actions privilégiées, créer de catégories d'actions de rang supérieur ou égal aux actions privilégiées.

L'approbation de modifications aux dispositions relatives aux actions privilégiées en tant que catégorie peut être donnée par écrit par les porteurs de toutes les actions privilégiées en circulation, ou par résolution adoptée par le vote affirmatif d'au moins les deux tiers des voix exprimées à une assemblée à laquelle les porteurs d'une majorité des actions privilégiées alors en circulation sont présents ou représentés par procuration ou, à défaut de quorum à cette assemblée, lors d'une reprise d'assemblée à laquelle les actionnaires alors présents ou représentés par procuration peuvent traiter des affaires pour lesquelles l'assemblée avait été convoquée à l'origine.

En cas de liquidation ou de dissolution de la Banque, avant que tout montant ne puisse être payé ou que des biens puissent être distribués parmi les porteurs d'actions ordinaires ou d'actions de toute autre catégorie de la Banque de rang inférieur aux actions privilégiées, le porteur d'une action privilégiée d'une série aura le droit de recevoir, dans la mesure où cela est ainsi stipulé à l'égard de ces actions privilégiées dans les conditions se rattachant à la série concernée : i) un montant correspondant au montant versé sur l'action en cause; ii) la prime, le cas échéant, stipulée à l'égard des actions privilégiées de cette série; et iii) tous les dividendes cumulatifs non versés, le cas échéant, sur ces actions privilégiées et, dans le cas d'actions privilégiées à dividendes non cumulatifs, tous les dividendes non cumulatifs déclarés et non versés. Après le paiement aux porteurs des actions privilégiées des montants qui leur sont ainsi payables, ceux-ci n'ont pas le droit de prendre part à toute autre distribution des biens ou de l'actif de la Banque.

Les actions privilégiées ne comportent pas de droit de vote, sauf dans la mesure stipulée à l'égard d'une série en particulier ou prévue dans la Loi sur les banques.

La Banque ne peut, sans l'approbation préalable des porteurs d'actions privilégiées, créer ni émettre i) des actions de rang supérieur ou égal aux actions privilégiées, ou ii) une série supplémentaire d'actions privilégiées, à moins que, à la date d'une telle création ou émission, tous les dividendes cumulatifs et tous les dividendes non cumulatifs déclarés mais non versés n'aient été versés ou qu'une réserve n'ait été créée pour leur versement à l'égard de chaque série d'actions privilégiées alors émises et en circulation.

En décembre 2012, le Bureau du surintendant des institutions financières du Canada a publié la nouvelle version de sa ligne directrice sur les normes de fonds propres (la « ligne directrice sur les NFP »), qui est entrée en vigueur en janvier 2013. La ligne directrice sur les NFP met en œuvre les normes de fonds propres révisées de BÂLE III, notamment l'obligation selon laquelle tous les titres d'instruments de fonds propres non ordinaires émis après la date d'effet contiennent des dispositions visant leur conversion en actions ordinaires en cas de non-viabilité de la Banque. Toutes les futures séries d'actions privilégiées émises par la Banque doivent désormais inclure de telles dispositions.

Restrictions

Aucune restriction n'est imposée quant à la propriété de titres de la Banque pour s'assurer que la Banque respecte un niveau de propriété canadienne requis. Toutefois, la Loi sur les banques contient des restrictions sur l'émission, le transfert, l'acquisition, la propriété effective et le vote relativement à toutes les actions d'une banque à charte. Par exemple, aucune personne ne doit être un actionnaire principal d'une banque si la banque a des capitaux propres de 12 milliards de dollars ou plus. Une personne est un actionnaire principal d'une banque lorsque i) le total des actions de toute catégorie d'actions comportant droit de vote détenues en propriété effective par une personne, les entités contrôlées par cette personne et toute personne qui a des liens ou qui agit conjointement ou de concert avec cette personne dépasse 20 % de cette

catégorie d'actions comportant droit de vote; ou ii) l'ensemble des actions de toute catégorie d'actions sans droit de vote détenues en propriété effective par cette personne, les entités contrôlées par cette personne et toute personne qui a des liens ou qui agit conjointement ou de concert avec cette personne dépasse 30 % de cette catégorie d'actions sans droit de vote. Aucune personne ne doit avoir un intérêt substantiel dans une catégorie d'actions d'une banque, y compris la Banque, sans l'agrément préalable du ministre des Finances (Canada). Pour l'application de la Loi sur les banques, une personne a un intérêt substantiel dans une catégorie d'actions d'une banque à charte canadienne lorsque l'ensemble de toutes les actions de la catégorie appartenant en propriété effective à cette personne, aux entités contrôlées par cette personne et à toute personne qui a des liens ou qui agit conjointement ou de concert avec cette personne dépasse 10 % de toutes les actions en circulation de cette catégorie d'actions de cette banque.

La Loi sur les banques interdit également l'inscription d'un transfert ou d'une émission d'actions de la Banque à Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province ou l'un de ses mandataires ou organismes ou tout gouvernement d'un pays étranger ou d'une de ses subdivisions politiques ou tout mandataire ou organisme d'un tel gouvernement, et l'exercice, en personne ou par voie de procuration, des droits de vote rattachés aux actions de la Banque qui sont détenues en propriété effective soit par Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province ou un mandataire ou un organisme de celle-ci, soit par le gouvernement d'un pays étranger ou d'une de ses subdivisions politiques ou par un organisme d'un tel gouvernement. Par dérogation à ce qui précède, le ministre des Finances du Canada peut approuver l'émission d'actions d'une banque, y compris la Banque, à un mandataire qui est un « mandataire admissible », soit un mandataire ou un organisme de Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province ou tout mandataire ou organisme d'un gouvernement d'un pays étranger ou d'une de ses subdivisions politiques qui remplit les critères suivants : i) son mandat est accessible au public; ii) il contrôle les titres d'un fond de placement de manière à maximiser le rendement corrigé du risque à long terme, si le Fonds soit bénéficie d'un apport de Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province ou du gouvernement d'un pays étranger ou de la subdivision politique, soit est établi pour procurer l'indemnisation, l'hospitalisation, les soins médicaux, la retraite, la pension ou des prestations analogues à des personnes physiques; et iii) les décisions prises à l'égard des titres du Fonds visés à l'alinéa ii) ne sont influencées d'aucune façon importante par Sa Majesté du chef du Canada ou de la province ou du gouvernement du pays étranger ou de la subdivision politique. La Banque et le mandataire admissible présentent conjointement la demande en vue d'obtenir l'agrément du ministre.

Notations

Les notations revêtent une importance particulière quant à nos frais d'emprunt et à notre capacité de réunir des capitaux. Une dévaluation des notes pourrait potentiellement entraîner une augmentation des frais de financement et réduire l'accès aux marchés financiers. Une diminution des notes pourrait également nuire à notre capacité d'effectuer des opérations sur dérivés et des opérations de couverture dans le cours normal et avoir une incidence sur les frais associés à ces opérations. Nous révisons régulièrement le niveau de sûretés accru dont nos contreparties auraient besoin dans le cas d'une dévaluation de la note de TD. Nous estimons qu'une dévaluation d'un niveau n'aurait qu'une incidence minimale et pourrait être facilement gérée dans le cours normal des affaires, mais que des dévaluations plus marquées pourraient avoir une incidence beaucoup plus considérable, notamment une augmentation de nos frais d'emprunt et/ou une obligation pour nous de consentir d'autres sûretés à nos contreparties.

On trouvera de l'information supplémentaire sur les notes sous la rubrique « Risque de liquidité » de la rubrique « Gestion des risques » commençant à la page 76 du rapport de gestion 2013.

En date du 31 octobre 2013

	DBRS	Moody's Investors Service	Standard & Poor's	Fitch Ratings
Titres de créance à long terme (dépôts)	AA	Aa1	AA-	AA -
Titres de créance subordonnés de catégorie 2B	AA (bas)	A1	A	A+
Titres de créance subordonnés de catégorie 2A		A2	A-	
Titres de créance à court terme (dépôts)	R-1 (haut)	P-1	A-1+	F1+
Actions privilégiées	Pfd-1 (bas)	A3	P-1 (bas)	BBB
Perspective	Stable	Stable	Stable	Stable

Les notations de crédit ne constituent pas des recommandations visant l'achat, la vente ou la détention d'une obligation financière dans la mesure où elles ne portent pas sur le cours du marché ni sur l'opportunité pour un investisseur en particulier. Les notations peuvent être révisées ou révoquées à tout moment par l'agence de notation. Les notations de crédit et perspectives fournies par les agences de notation se veulent une indication de leur opinion et peuvent varier de temps à autre en fonction d'un certain nombre de facteurs, notamment la santé financière, la position concurrentielle et la liquidité de TD et en fonction de facteurs absolument indépendants de la volonté de TD, notamment les méthodes qu'utilisent les agences de notation et les situations touchant le secteur des services financiers en général.

TD a fait des paiements dans le cours normal aux agences de notation applicables relativement à l'attribution de notes aux titres de la Banque. De plus, TD a fait des paiements usuels à l'égard de certains autres services que les agences de notation applicables ont fournis à TD au cours des deux dernières années.

Les descriptions suivantes des catégories de notation préparées par les agences de notation respectives ne sont fournies que parce que la législation canadienne le prescrit. TD ne sanctionne pas les catégories de notation ni l'application des critères et analyses des agences de notation respectives. La description des catégories de notation de chaque agence de notation, obtenue sur le site Web public des agences de notation respectives, est donnée ci-après.

Description des notations de DBRS sur son site Web public

Le barème des notations à long terme de DBRS^{MD} donne une indication du risque de défaillance, c'est-à-dire le risque qu'un émetteur ne s'acquitte pas de ses obligations financières conformément aux conditions auxquelles elles ont été contractées. Toutes les autres catégories de notation que les catégories AAA et D comptent également des sous-catégories « (haut) » ou « (bas) ». La notation qui n'est pas modifiée par une désignation « (haut) » ou « (bas) » se situe au milieu de la catégorie. AA : cote de solvabilité supérieure. La capacité de paiement des obligations financières est jugée élevée. La cote de solvabilité n'est que légèrement différente de celle correspondant à la notation AAA. Des événements futurs risquent peu de la compromettre de façon importante.

Le barème de notation des titres de créance à court terme de DBRS^{MD} donne une indication du risque qu'un émetteur ne s'acquitte pas de ses obligations financières à court terme en temps opportun. R-1 (haut) : la cote de solvabilité la plus élevée. La capacité de paiement des obligations financières à court terme à échéance est exceptionnellement élevée. Des événements futurs risquent peu de la compromettre de façon importante.

Le barème de notation des actions privilégiées de DBRS^{MD} est utilisé dans le marché canadien des valeurs mobilières et se veut une indication du risque qu'un emprunteur ne s'acquitte pas intégralement de ses obligations en temps opportun, tant quant aux versements de dividendes que quant aux remboursements du

capital. Chaque catégorie de notation compte des sous-catégories « haut » et « bas ». Une notation qui n'est pas modifiée par une désignation « haut » ou « bas » se situe dans le milieu de la catégorie. Les actions privilégiées notées Pfd-1 présentent une qualité de crédit supérieure et sont soutenues par des entités qui affichent de solides caractéristiques quant aux bénéficiaires et au bilan. Les titres notés Pfd-1 correspondent en général à des sociétés dont les obligations de premier rang sont notées dans les catégories AAA ou AA. Comme c'est le cas dans toutes les catégories de notation, le lien entre les notations attribuées à des titres d'emprunt de premier rang et les notations attribuées à des actions privilégiées doit être interprété comme un où la notation des titres d'emprunt de premier rang fixe effectivement un plafond pour les actions privilégiées émises par l'entité. Toutefois, il existe des cas où la notation attribuée aux actions privilégiées peut être inférieure à la notation normalement attribuée aux titres d'emprunt de premier rang de l'émetteur.

Description des notations de Moody's Investors Service sur son site Web public

Les notations à long terme de Moody's sont attribuées à des émetteurs ou à des obligations d'une échéance initiale d'un an ou plus et donnent une indication de la possibilité de défaillance à l'égard de paiements faisant l'objet d'une promesse contractuelle et de la perte financière prévue en cas de défaut. Les obligations notées Aa sont jugées de qualité supérieure, avec un très faible risque de crédit. Les obligations notées A sont jugées au-dessus de la moyenne, avec un faible risque de crédit. Moody's rattache des modificateurs numériques 1, 2, et 3 à chaque catégorie de notation générique de Aa à Caa. Le modificateur 1 indique que l'obligation se situe dans la partie supérieure de sa catégorie de notation générale; le modificateur 2 indique un rang moyen; et le modificateur 3 indique un rang dans la partie inférieure de la catégorie de notation générale.

Moody's attribue des notations provisoires aux programmes de billets à moyen terme (BMT) et des notations définitives à chacun des titres d'emprunt qui sont émis dans le cadre de ceux-ci (appelés prélèvements ou billets). Les notations attribuées aux programmes de BMT sont censées faire état des notations susceptibles d'être attribuées aux prélèvements émis à partir du programme au sein du rang de créance indiqué (c.-à-d. de premier rang ou subordonné). Pour donner une idée de la nature conditionnelle de la notation d'un programme, Moody's attribue des notations provisoires au programme de BMT. Une notation provisoire est dénotée par un (P) devant la notation.

Les notations à court terme de Moody's sont attribuées à des obligations d'une échéance initiale d'au plus 13 mois et donnent une indication de la possibilité de défaillance à l'égard de paiements faisant l'objet d'une promesse contractuelle. Les émetteurs notés P-1 (ou les institutions qui les soutiennent) ont une capacité supérieure de remboursement des obligations à court terme.

Description des notations de Standard & Poor's sur site Web public

Une notation de crédit de Standard & Poor's à l'égard d'une émission se veut une opinion prospective quant à la solvabilité d'un débiteur à l'égard d'une obligation financière en particulier, d'une catégorie d'obligations financières en particulier ou d'un programme financier en particulier (notamment des notations attribuées aux programmes de billets à moyen terme ou programmes de papier commercial).

Une obligation à long terme notée « AA » n'est que très légèrement différente des obligations mieux notées. La capacité du débiteur de respecter son engagement financier à l'égard de l'obligation est très élevée. Une obligation notée « A » est en quelque sorte plus vulnérable aux effets défavorables des changements de situation et de conjoncture que des obligations dans les catégories de notation supérieures. La capacité du débiteur de respecter son engagement financier à l'égard de l'obligation est cependant toujours élevée. Les notations « AA » à « CCC » peuvent être modifiées par l'ajout d'un signe plus (+) ou d'un signe moins (-) afin d'indiquer la position relative dans la catégorie de notation principale. Une obligation à court terme notée « A-1 » se situe dans la catégorie la plus élevée de Standard & Poor's. La capacité du débiteur de respecter son engagement financier à l'égard de l'obligation est élevée. Dans cette catégorie, un signe plus (+) est rattaché à certaines obligations afin d'indiquer que la capacité du débiteur de respecter son engagement financier à l'égard de ces obligations est extrêmement élevée.

Le barème de notation des actions privilégiées canadiennes de Standard & Poor's s'adresse aux émetteurs, aux investisseurs et aux intermédiaires des marchés financiers canadiens, ces notations des actions privilégiées (établies conformément à des critères de notation mondiaux) constituant des symboles de notation qui ont été largement utilisés dans le marché canadien depuis bon nombre d'années. Les notes que Standard & Poor's attribue aux actions privilégiées selon le barème canadien constituent un avis prospectif quant à la solvabilité d'un débiteur à l'égard d'une action privilégiée en particulier émise sur le marché canadien, par rapport aux actions privilégiées émises par d'autres émetteurs sur le marché canadien. Il existe

une correspondance directe entre les notations particulières attribuées au moyen du barème de notation des actions privilégiées canadiennes et les différents niveaux de notation au moyen du barème de notation des titres d'emprunt mondiaux de Standard & Poor's. P-1(bas) correspond à A.

Description des notations de Fitch Ratings sur son site Web public

Les notations de crédit de Fitch Ratings sont une opinion sur la capacité relative d'une entité de respecter ses engagements financiers, notamment le paiement de l'intérêt, le versement de dividendes privilégiées, le remboursement du capital, les réclamations d'assurance ou les obligations de cocontractants. Les modificateurs « + » ou « - » qui peuvent être rattachés à une notation indiquent la position relative dans les catégories de notation principales.

Notation à long terme AA : cote de solvabilité très élevée. Les notations « AA » indiquent un très faible risque de défaillance. Elles indiquent une capacité très élevée de paiement des engagements financiers. Cette capacité n'est pas susceptible d'être compromise outre mesure par des événements prévisibles.

Notation à long terme A : cote de solvabilité élevée. Les notations « A » indiquent un faible risque de défaillance. La capacité de paiement des engagements financiers est jugée élevée. Cette capacité peut néanmoins être davantage compromise par des conditions commerciales ou économiques défavorables que dans le cas de notations plus élevées.

Notation BBB : bonne cote de solvabilité. Les notations « BBB » indiquent un faible risque de défaillance actuel. La capacité de paiement des engagements financiers est jugée acceptable, mais est plus susceptible d'être compromise dans l'éventualité d'une conjoncture commerciale ou économique défavorable.

Notation à court terme F1 : cote de solvabilité à court terme la plus élevée. Cette notation indique la capacité intrinsèque la plus élevée de payer en temps opportun les engagements financiers; un signe « + » peut y être ajouté afin d'indiquer une cote de solvabilité exceptionnellement élevée.

MARCHÉ POUR LA NÉGOCIATION DES TITRES DE LA BANQUE

Inscriptions sur les marchés

Les actions ordinaires de la Banque sont inscrites à la cote des bourses suivantes :

1. la Bourse de Toronto; et
2. le New York Stock Exchange.

Les actions privilégiées de la Banque sont inscrites à la cote de la Bourse de Toronto.

Cours et volume des opérations

Le cours des titres de la Banque et le volume des opérations sur ceux-ci au cours de la dernière année sont indiqués dans les tableaux ci-après :

		BOURSE DE TORONTO						
Actions ordinaires		Actions privilégiées (séries O à Y)						
		Série O	Série P	Série Q	Série R	Série S	Série T ¹	Série Y
Novembre 2012								
Haut (\$)	82,98	25,90	26,49	26,54	26,99	25,10		25,38
Bas (\$)	78,05	25,48	26,10	26,43	26,56	24,65		24,63
Volume (000)	23 568	160	150	218	107	732		342
Décembre 2012								
Haut (\$)	84,26	26,28	26,70	26,80	27,16	25,16		25,22
Bas (\$)	79,73	25,73	26,26	26,44	26,64	24,70		24,65
Volume (000)	38 382	273	67	119	78	524		348
Janvier 2013								
Haut (\$)	84,25	26,28	26,60	26,85	27,19	25,17		25,24
Bas (\$)	81,39	25,61	26,20	26,30	26,38	24,75		24,85
Volume (000)	31 560	161	440	175	129	420		311

BOURSE DE TORONTO

	Actions ordinaires	Actions privilégiées (séries O à Y)					
		Série O	Série P	Série Q	Série R	Série S	Série T ¹
Février 2013							
Haut (\$)	86,20	26,26	26,69	26,76	26,75	25,16	25,43
Bas (\$)	82,62	25,66	26,35	26,46	26,50	25,00	25,10
Volume (000)	27 542	151	127	87	158	375	375
Mars 2013							
Haut (\$)	86,08	26,30	26,80	26,78	26,92	25,33	25,50
Bas (\$)	83,22	25,60	26,46	26,52	26,52	25,00	25,21
Volume (000)	33 990	201	110	104	82	389	229
Avril 2013							
Haut (\$)	84,45	26,17	26,80	26,85	26,94	25,32	25,47
Bas (\$)	79,59	25,64	26,36	26,50	26,40	24,63	24,73
Volume (000)	34 776	105	191	75	140	664	496
Mai 2013							
Haut (\$)	84,68	26,00	26,68	26,87	27,20	25,24	25,43
Bas (\$)	81,51	25,63	26,36	26,53	26,57	24,90	24,92
Volume (000)	40 025	127	154	168	204	260	288
Juin 2013							
Haut (\$)	84,94	25,87	26,39	26,60	26,70	25,35	25,53
Bas (\$)	80,47	24,96	25,70	25,76	25,78	25,01	25,10
Volume (000)	43 495	272	135	286	242	534	241
Juillet 2013							
Haut (\$)	89,11	25,65	26,34	26,43	26,40	25,29	25,65
Bas (\$)	83,20	24,89	25,72	26,00	26,05	24,40	25,50
Volume (000)	41 247	188	336	214	189	676	240
Août 2013							
Haut (\$)	91,01	25,15	25,93	26,01	26,15	24,80	25,49
Bas (\$)	86,06	24,03	25,04	25,57	25,25	24,13	24,90
Volume (000)	33 075	488	68	122	342	141	478
Septembre 2013							
Haut (\$)	93,20	25,65	25,97	26,22	26,38	24,98	25,38
Bas (\$)	89,75	25,01	25,26	25,70	25,69	24,32	25,01
Volume (000)	31 038	187	79	120	153	173	288
Octobre 2013							
Haut (\$)	96,71	25,78	26,16	26,30	26,25	24,90	25,58
Bas (\$)	90,78	24,90	25,68	25,80	25,85	24,47	25,11
Volume (000)	26 774	181	159	95	250	520	438

¹ Le 31 juillet 2013, la Banque a converti 4,6 millions de ses 10 millions d'actions privilégiées à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif, série S, au pair, en actions privilégiées à taux variable et à dividende non cumulatif, série T de la Banque.

BOURSE DE TORONTO

Actions privilégiées (séries Z à AK)

	Série Z ¹	Série AA	Série AC	Série AE	Série AG	Série AI	Série AK
Novembre 2012							
Haut (\$)		25,75	26,13	26,75	26,68	26,88	26,99
Bas (\$)		25,33	25,93	26,40	26,41	26,65	26,65
Volume (000)		433	102	219	155	342	520
Décembre 2012							
Haut (\$)		25,68	26,33	26,96	26,90	27,00	27,00
Bas (\$)		25,25	26,00	26,45	26,51	26,75	26,65
Volume (000)		135	108	85	187	251	179
Janvier 2013							
Haut (\$)		25,75	26,44	26,94	26,90	27,10	27,23
Bas (\$)		25,41	25,73	26,19	26,20	26,40	26,45
Volume (000)		141	112	307	612	145	464
Février 2013							
Haut (\$)		26,07	26,28	26,43	26,45	26,65	26,72
Bas (\$)		25,50	25,77	26,25	26,25	26,46	26,52
Volume (000)		274	91	248	364	233	177
Mars 2013							
Haut (\$)		25,85	26,05	26,48	26,57	26,84	26,77
Bas (\$)		25,51	25,70	26,31	26,34	26,47	26,53
Volume (000)		233	154	145	273	129	221
Avril 2013							
Haut (\$)		25,98	26,09	26,57	26,58	26,81	26,79
Bas (\$)		25,24	25,56	26,02	25,96	26,21	26,21
Volume (000)		166	121	170	360	163	177

BOURSE DE TORONTO							
Actions privilégiées (séries Z à AK)							
	Série Z ¹	Série AA	Série AC	Série AE	Série AG	Série AI	Série AK
Mai 2013							
Haut (\$)		25,69	25,85	26,20	26,15	26,49	26,48
Bas (\$)		25,50	25,55	25,95	25,83	26,25	26,24
Volume (000)		117	238	258	237	172	274
Juin 2013							
Haut (\$)		25,65	25,76	26,09	26,09	26,37	26,38
Bas (\$)		25,04	25,40	25,90	25,86	26,21	26,20
Volume (000)		82	103	245	286	652	582
Juillet 2013							
Haut (\$)		25,59	25,75	26,10	26,13	26,36	26,36
Bas (\$)		24,93	25,25	25,53	25,50	25,79	25,85
Volume (000)		230	136	185	227	126	252
Août 2013							
Haut (\$)		25,41	25,46	25,74	25,74	25,95	25,90
Bas (\$)		24,95	25,25	25,40	25,39	25,55	25,53
Volume (000)		189	415	175	233	93	159
Septembre 2013							
Haut (\$)		25,63	25,50	25,90	25,90	26,24	26,19
Bas (\$)		25,15	25,34	25,70	25,62	25,88	25,86
Volume (000)		216	199	240	171	127	217
Octobre 2013							
Haut (\$)	25,09	25,47	25,79	25,85	25,85	26,19	26,22
Bas (\$)	25,00	25,10	25,05	25,30	25,32	25,52	25,47
Volume (000)	0	229	348	186	283	146	227

¹ Le 31 octobre 2013, la Banque a converti 4,5 millions de ses 10 millions d'actions privilégiées à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif, série Y, au pair, en actions privilégiées à taux variable et à dividende non cumulatif, série Z de la Banque.

Placements antérieurs

Au cours du dernier exercice terminé, la Banque n'a pas émis d'actions qui ne sont pas inscrites ou cotées sur un marché. Pour de plus amples renseignements sur les débetures subordonnées de la Banque, il y a lieu de se reporter à la note 18 afférente aux états financiers annuels pour l'exercice terminé le 31 octobre 2013.

ADMINISTRATEURS ET MEMBRES DE LA HAUTE DIRECTION

Administrateurs et comités du conseil de la Banque

Le tableau ci-dessous donne, en date du 4 décembre 2013, les noms des administrateurs de la Banque, leur poste principal et domaine d'activités actuels, leur municipalité de résidence et la date à laquelle chacun des administrateurs est devenu administrateur de la Banque.

Nom de l'administrateur	Administrateur depuis
Poste principal et municipalité de résidence	
William E. Bennett Administrateur de sociétés et ancien président et chef de la direction, Draper & Kramer, Inc. Chicago, Illinois, É.-U.	Mai 2004
Hugh J. Bolton Président du conseil non membre de la direction, EPCOR Utilities Inc. (société d'énergie intégrée) Edmonton (Alberta) Canada	Avril 2003
John L. Bragg Président du conseil, président et co-chef de la direction, Oxford Frozen Foods Limited (fabricant de produits alimentaires) Collingwood (Nouvelle-Écosse) Canada	Octobre 2004

Nom de l'administrateur Poste principal et municipalité de résidence	Administrateur depuis
Amy W. Brinkley Conseillère, AWB Consulting, LLC (firme d'experts-conseils en gestion des risques et mentorat des cadres) Charlotte, Caroline du Nord, É.-U.	Septembre 2010
W. Edmund Clark Président du groupe et chef de la direction, La Banque Toronto-Dominion Toronto (Ontario) Canada	Août 2000
Colleen A. Goggins Ex-présidente mondiale de la branche de produits de grande consommation de Johnson & Johnson Princeton, New Jersey, É.-U.	Mars 2012
David E. Kepler* Vice-président à la direction, Services commerciaux Chef de la viabilité écologique et chef de l'information The Dow Chemical Company (fabricant de produits chimiques, de plastiques et de matériaux de pointe) Midland, Michigan, É.-U.	Décembre 2013
Henry H. Ketcham Président-directeur du conseil, West Fraser Timber Co. Ltd. (société de produits forestiers intégrée) Vancouver (Colombie-Britannique) Canada	Janvier 1999
Brian M. Levitt Président du conseil de La Banque Toronto-Dominion et co-président du conseil non membre de la direction d'Osler, Hoskin & Harcourt S.E.N.C.R.L./s.r.l. (cabinet d'avocats) Westmount (Québec) Canada	Décembre 2008
Harold H. MacKay Avocat-conseil, MacPherson Leslie & Tyerman LLP (cabinet d'avocats) Regina (Saskatchewan) Canada	Novembre 2004
Karen E. Maidment Administratrice de sociétés et ancienne chef des finances et des affaires administratives, BMO Groupe Financier Cambridge (Ontario) Canada	Septembre 2011
Irene R. Miller Chef de la direction, Akim, Inc. (firme de conseils et de gestion de placements) New York, New York, É.-U.	Mai 2006
Nadir H. Mohamed Ex-président et chef de la direction Rogers Communications Inc. (société canadienne diversifiée du secteur des communications et des médias) Toronto (Ontario) Canada	Avril 2008

Nom de l'administrateur Poste principal et municipalité de résidence	Administrateur depuis
Wilbur J. Prezzano Administrateur de sociétés et vice-président du conseil à la retraite, Eastman Kodak Company Charleston, Caroline du Sud, É.-U.	Avril 2003
Helen K. Sinclair Chef de la direction, BankWorks Trading Inc. (entreprise de télécommunications par satellite) Toronto (Ontario) Canada	Juin 1996
<i>M. Kepler a été nommé au conseil d'administration le 4 décembre 2013.</i>	

Sauf tel qu'il est indiqué ci-après, tous les administrateurs ont occupé le même poste au cours des cinq dernières années. Avant juillet 2009, M^{me} Brinkley était gestionnaire principale, Risques mondiaux, de Bank of America Corporation. Avant mars 2011, M^{me} Goggins était présidente mondiale de la branche de produits de grande consommation de Johnson & Johnson. Avant mars 2013, M. Ketcham était président du conseil et chef de la direction de West Fraser Timber Co. Ltd. Entre janvier 2011 et septembre 2012, M. Levitt était avocat-conseil chez Osler, Hoskin & Harcourt S.E.N.C.R.L./s.r.l. et, avant janvier 2011, M. Levitt était co-président du conseil de Osler, Hoskin & Harcourt S.E.N.C.R.L./s.r.l. Avant août 2009, M^{me} Maidment était chef des finances et chef de l'administration, BMO Groupe financier. Entre mars 2009 et le 2 décembre 2013, M. Mohamed était président et chef de la direction de Rogers Communications Inc., et, avant mars 2009, M. Mohamed était président et chef de l'exploitation du Groupe des communications, Rogers Communications Inc. Chaque administrateur demeurera en poste jusqu'à la prochaine assemblée annuelle des actionnaires de la Banque, qui devrait avoir lieu le 3 avril 2014. Des renseignements sur les candidats proposés en vue de leur élection aux postes d'administrateur figureront dans la circulaire de sollicitation de procurations de la Banque se rapportant à l'assemblée.

Le tableau suivant présente, en date du 4 décembre 2013, les comités du conseil de la Banque, les membres de chaque comité et les principales responsabilités de chaque comité.

Comité	Membres	Principales responsabilités
Comité de gouvernance	Brian M. Levitt (président) William E. Bennett Harold H. MacKay Karen E. Maidment Wilbur J. Prezzano	Gouvernance de TD : <ul style="list-style-type: none"> • établir les critères de sélection des nouveaux administrateurs et les lignes directrices du conseil d'administration en matière d'indépendance des administrateurs; • repérer des personnes qualifiées pour siéger au conseil d'administration et recommander à ce dernier les mises en candidature aux postes d'administrateur pour la prochaine assemblée annuelle des actionnaires; • élaborer et, le cas échéant, recommander au conseil d'administration un ensemble de principes de gouvernance, y compris un code de conduite et d'éthique professionnelle, conçus pour favoriser une saine culture de gouvernance au sein de TD; • examiner et recommander la rémunération des administrateurs non membres de la direction de TD; • s'assurer que TD communique efficacement avec ses actionnaires, d'autres parties prenantes et le public au moyen d'une politique de communication attentive; • superviser l'évaluation du conseil

Comité	Membres	Principales responsabilités
		<p>d'administration et de ses comités; et</p> <ul style="list-style-type: none"> • superviser un programme d'orientation pour les nouveaux administrateurs et faciliter la formation continue des administrateurs.
Comité des ressources humaines	<p>Wilbur J. Prezzano (président) Amy W. Brinkley Henry H. Ketcham Brian M. Levitt Nadir H. Mohamed Helen K. Sinclair</p>	<p>Évaluation du rendement, rémunération et planification de la relève des dirigeants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • s'acquitter, et aider le conseil d'administration à s'acquitter de la responsabilité du conseil d'administration en ce qui a trait au leadership, à la planification des ressources humaines et à la rémunération, de la manière énoncée dans la présente charte du comité; • établir les objectifs de rendement du chef de la direction, qui favorisent le succès financier à long terme de TD, et évaluer régulièrement le rendement du chef de la direction par rapport à ces objectifs; • recommander la rémunération du chef de la direction au conseil d'administration aux fins d'approbation et déterminer la rémunération de certains cadres supérieurs en collaboration avec des conseillers indépendants; • superviser un processus solide de planification des compétences aux fins de la planification de la relève du chef de la direction et des autres hauts dirigeants. Étudier les candidatures au poste de chef de la direction et recommander au conseil d'administration le meilleur candidat à ce poste dans le cadre du processus de planification de la relève et examiner périodiquement la structure organisationnelle de TD afin qu'elle soit conforme aux objectifs de l'entreprise et aux exigences en matière de planification de la relève; • superviser la sélection, l'évaluation, le perfectionnement et la rémunération des autres membres de la haute direction; et • produire un rapport sur la rémunération à l'intention des actionnaires, lequel est publié dans la circulaire de procuration annuelle de TD, et passer en revue, le cas échéant, toute autre divulgation publique importante et pertinente de la rémunération.
Comité du risque	<p>Karen E. Maidment (présidente) William E. Bennett Hugh J. Bolton Amy W. Brinkley Colleen A. Goggins David E. Kepler Harold H. Mackay Helen K. Sinclair</p>	<p>Supervision de la gestion des risques de TD :</p> <ul style="list-style-type: none"> • approuver le cadre de gestion des risques et les cadres et politiques relatifs aux catégories de risques connexes qui établissent les niveaux d'approbation appropriés pour les décisions et les autres mesures afin de gérer le risque auquel TD est exposée; • examiner et recommander la prise de position de TD en matière de tolérance du risque et les mesures qui s'y rattachent aux fins

Comité	Membres	Principales responsabilités
		<p>d'approbation par le conseil et faire le suivi des principaux risques de TD comme le prévoit le cadre de gestion des risques;</p> <ul style="list-style-type: none"> • examiner le profil de risque de TD en regard des mesures de tolérance aux risques; et • fournir une tribune à l'analyse globale de la vision d'entreprise en matière de risque, y compris l'évaluation des tendances et des risques émergents.
Comité d'audit	William E. Bennett* (président) Hugh J. Bolton* John L. Bragg Harold H. MacKay Karen E. Maidment* Irene R. Miller*	<p>Supervision de la qualité et de l'intégrité de l'information financière de TD :</p> <ul style="list-style-type: none"> • assurer la présentation aux actionnaires d'une information financière claire, exacte et fiable; • superviser les contrôles internes – les mesures de protection nécessaires doivent être en place; • être directement responsable de la sélection, de la rémunération, du maintien en poste de l'auditeur nommé par les actionnaires et de la supervision de son travail, celui-ci étant directement sous les ordres du comité; • être à l'écoute des auditeurs nommés par les actionnaires, de l'auditeur en chef, du chef de la conformité et du chef, Lutte mondiale contre le blanchiment d'argent et évaluer l'efficacité et l'indépendance de chacun; • assurer l'établissement et le maintien de processus permettant à TD de respecter les lois et règlements qui le régissent ainsi que ses propres politiques; • agir à titre de comité d'audit et de comité de révision pour certaines filiales de TD qui sont des sociétés d'assurance et des institutions financières sous réglementation fédérale; et • recevoir les rapports et approuver, s'il y a lieu, certaines opérations entre personnes apparentées.

* Désigné comme expert financier du comité d'audit.

Comité d'audit

Le comité d'audit du conseil d'administration de la Banque exerce ses activités conformément à une charte écrite qui énonce ses responsabilités et ses exigences en matière de composition. Un exemplaire de la charte est joint à la présente notice annuelle en tant qu'appendice B. La charte du comité prévoit que tous les membres doivent posséder des compétences financières ou être disposés et aptes à acquérir les connaissances nécessaires très rapidement. Posséder des compétences financières signifie être capable de lire et de comprendre des états financiers qui présentent des questions de nature comptable dont l'étendue et le niveau de complexité sont généralement semblables à l'étendue et à la complexité des questions qui devraient raisonnablement être soulevées par les états financiers de la Banque.

De plus, la charte du comité prévoit des exigences en matière d'indépendance applicables à chaque membre et, à l'heure actuelle, chaque membre se conforme à ces exigences. Plus précisément, la charte prévoit qu'aucun membre du comité ne peut être dirigeant ou dirigeant à la retraite de la Banque et que chaque membre doit être indépendant de la Banque au sens de l'ensemble des lois, règles et règlements applicables, y compris ceux qui s'appliquent tout particulièrement aux membres des comités d'audit, et de

toutes autres considérations pertinentes qu'établit le conseil d'administration, y compris la Politique en matière d'indépendance des administrateurs de la Banque (dont un exemplaire est accessible sur le site Web de la Banque au www.td.com).

Comme il est indiqué dans le tableau ci-dessus, les membres du comité d'audit sont : William E. Bennett (président), Hugh J. Bolton, John L. Bragg, Harold H. MacKay, Karen E. Maidment et Irene R. Miller. Les membres du comité d'audit de la Banque apportent d'importantes compétences et une vaste expérience à leurs responsabilités, notamment dans le secteur des affaires et de l'enseignement en matière de comptabilité, d'affaires et de finances. Le conseil a établi que MM. Bennett et Bolton ainsi que M^{mes} Maidment et Miller ont chacun les qualités d'un expert financier du comité d'audit au sens de la loi des États-Unis intitulée *Sarbanes-Oxley Act*; tous les membres du comité ont des compétences financières et sont indépendants en vertu des normes d'inscription à la cote applicables du New York Stock Exchange, de la charte du comité, de la Politique en matière d'indépendance des administrateurs de la Banque et des lignes directrices en matière de gouvernance des autorités canadiennes en valeurs mobilières.

Le texte qui suit donne des renseignements quant à la formation et l'expérience de chacun des administrateurs qui s'avèrent pertinentes dans le cadre de l'exécution de leur mandat en tant que membre du comité :

William E. Bennett est président du comité d'audit de la Banque. M. Bennett est administrateur de sociétés. Il est l'ancien président et chef de la direction de Draper & Kramer, Inc., société immobilière et de services financiers établie à Chicago. Il était auparavant vice-président directeur et chef du crédit de First Chicago Corp. et de sa principale filiale, la First National Bank of Chicago. M. Bennett occupe actuellement la fonction de président des comités d'audit des conseils de TD Bank US Holding Company (la société de portefeuille de TD Bank, N.A. et de TD Bank USA, N.A.) et de Capital Power Corporation et a déjà été président du comité d'audit du conseil de Nuveen Investments Bond and Mutual Funds. Il est titulaire d'un diplôme de premier cycle en science économique du Kenyon College et d'une maîtrise en administration des affaires de l'University of Chicago. M. Bennett est l'un des experts financiers du comité d'audit de la Banque.

Hugh J. Bolton est le président du conseil d'administration non membre de la direction d'EPCOR Utilities Inc., société énergétique intégrée. M. Bolton est l'ex-président du conseil d'administration non membre de la direction de Matrikon Inc. et le président du conseil et chef de la direction et associé retraité de Coopers & Lybrand Canada, comptables agréés. M. Bolton est actuellement président des comités d'audit des conseils de Ressources Teck Limitée et de WestJet Airlines Ltd. Il est titulaire d'un diplôme de premier cycle en économie de l'Université de l'Alberta. M. Bolton est comptable agréé et Fellow de l'Institut des comptables agréés de l'Alberta. M. Bolton est l'un des experts financiers du comité d'audit.

John L. Bragg est président, fondateur et co-chef de la direction d'Oxford Frozen Foods Limited et propriétaire fondateur de Bragg Communications Inc. M. Bragg est titulaire d'un baccalauréat en commerce et d'un baccalauréat en éducation de l'Université Mount Allison.

Harold H. MacKay est avocat conseil au sein du cabinet d'avocats MacPherson Leslie & Tyerman LLP. Auparavant, il a été l'un des associés du cabinet de 1969 jusqu'à sa retraite en 2004. M. MacKay a présidé le Groupe de travail sur l'avenir du secteur des services financiers canadien et a été économiste invité Clifford Clark du ministère des Finances du Canada. M. MacKay détient un diplôme de premier cycle en économie et en sciences politiques de l'Université de la Saskatchewan, un diplôme de droit de l'Université Dalhousie et un doctorat honorifique en droit de l'Université de Regina.

Karen E. Maidment est administratrice de sociétés et ex-chef des finances et administratrice principale de BMO Groupe Financier. M^{me} Maidment est la présidente du comité d'audit et du risque du conseil de TransAlta Corporation et membre du comité d'audit du conseil de TD Ameritrade. Elle est titulaire d'un diplôme de premier cycle en commerce de l'Université McMaster, est comptable agréée et, en 2000, a été reçue Fellow de l'Institut des comptables agréés de l'Ontario. M^{me} Maidment est l'un des experts financiers du comité d'audit.

Irene R. Miller est chef de la direction d'Akim, Inc. Jusqu'en juin 1997, M^{me} Miller était vice-présidente du conseil et chef des finances de Barnes & Noble, Inc. Avant d'entrer au service de Barnes & Noble, Inc., en 1991, elle a occupé des postes de cadre supérieur relatifs aux services bancaires d'investissement et au financement des sociétés chez Morgan Stanley & Co. et Rothschild Inc., respectivement. Auparavant,

M^{me} Miller a présidé le comité d'audit du conseil d'Inditex, S.A., d'Oakley, Inc., de The Body Shop International plc et de Benckiser N.V. M^{me} Miller préside actuellement le comité d'audit du conseil de Coach Inc. M^{me} Miller est titulaire d'un diplôme de premier cycle en sciences de l'Université de Toronto et d'une maîtrise en sciences (en chimie et génie chimique) de l'Université Cornell. M^{me} Miller est un des experts financiers du comité d'audit de la Banque.

Membres de la haute direction de la Banque

Les personnes suivantes sont membres de la haute direction de la Banque :

Membre de la haute direction	Poste principal	Municipalité de résidence
Riaz Ahmed	Chef de groupe, Assurance, Cartes de crédit et Stratégie d'entreprise, Groupe Banque TD	Oakville (Ontario) Canada
Norie Campbell	Chef de groupe, Services juridiques, Conformité et Lutte contre le blanchiment d'argent et chef du contentieux, Groupe Banque TD	Toronto (Ontario) Canada
Mark R. Chauvin	Chef de groupe et chef de la gestion des risques, Gestion du risque, siège social, Groupe Banque TD	Burlington (Ontario) Canada
W. Edmund Clark	Président du groupe et chef de la direction, Groupe Banque TD	Toronto (Ontario) Canada
Theresa L. Currie	Chef de groupe, Canaux directs, Marketing, Services communs de l'entreprise et Stratégies liées aux effectifs, Groupe Banque TD	Oakville (Ontario) Canada
Robert E. Dorrance	Chef de groupe, Services bancaires de gros, Groupe Banque TD et président du conseil, chef de la direction et président, Valeurs Mobilières TD	Toronto (Ontario) Canada
Timothy D. Hockey	Chef de groupe, Services bancaires canadiens, Financement auto et Gestion de patrimoine, Groupe Banque TD et président et chef de la direction, TD Canada Trust	Toronto (Ontario) Canada
Colleen M. Johnston	Chef de groupe, Finances, Approvisionnement et Communication, chef des finances, Groupe Banque TD	Toronto (Ontario) Canada
Bharat B. Masrani	Chef de l'exploitation, Groupe Banque TD	Toronto (Ontario) Canada
Frank J. McKenna	Président suppléant du conseil, Groupe Banque TD	Toronto (Ontario) Canada
Michael B. Pedersen	Chef de groupe, Services bancaires aux États-Unis, Groupe Banque TD, et président et chef de la direction, TD Bank US Holding Company, TD Bank, N.A. et TD Bank USA, N.A.	Bryn Mawr, Pennsylvanie, É.-U.

Sauf tel qu'il est indiqué ci-après, tous les membres de la haute direction ont occupé le même poste au cours des cinq dernières années.

Avant d'exercer ses fonctions actuelles de chef de groupe le 1^{er} juillet 2013, M. Ahmed a été chef de groupe, Développement interne, Stratégies d'entreprise et Trésorier et Trésorier, siège social, Groupe Banque TD du 27 mai 2010 au 1^{er} juillet 2013 et vice-président à la direction, Développement interne et Gestion de la trésorerie et du bilan, siège social, Groupe Financier Banque TD avant le 27 mai 2010.

Avant sa nomination de chef de groupe le 15 avril 2013, M^{me} Campbell a été vice-présidente à la direction et chef du contentieux, Groupe Banque TD du 1^{er} novembre 2011 au 15 avril 2013, et première vice-présidente et chef du contentieux adjointe, Groupe Financier Banque TD avant le 1^{er} novembre 2011.

Avant sa nomination de chef de groupe le 27 mai 2010, M. Chauvin a été vice-président à la direction, Gestion du risque et chef de la gestion des risques, siège social, Groupe Financier Banque TD.

Avant d'exercer ses fonctions actuelles de chef de groupe le 15 avril 2013, M^{me} Currie a été chef de groupe, Canaux directs et Stratégies liées aux effectifs et à l'entreprise, siège social, Groupe Banque TD du 4 juillet 2011 au 15 avril 2013, chef de groupe, Marketing, Stratégies liées à l'entreprise et aux effectifs, Siège social, Groupe Banque TD du 1^{er} novembre 2010 au 4 juillet 2011, chef de groupe, Marketing, Affaires internes et publiques, et Stratégies liées aux effectifs, Siège social, Groupe Financier Banque TD du 27 mai 2010 au 1^{er} novembre 2010 et vice-présidente à la direction, Ressources humaines et Affaires internes et publiques, siège social, Groupe Financier Banque TD avant le 27 mai 2010.

Avant d'exercer ses fonctions actuelles de chef de groupe le 1^{er} juillet 2013, M. Hockey a été chef de groupe, Services bancaires canadiens, Financement auto et Cartes de crédit, Groupe Banque TD et président et chef de la direction, TD Canada Trust du 3 octobre 2011 au 1^{er} juillet 2013, et chef de groupe, Services bancaires canadiens et Financement auto TD, Groupe Banque TD et président et chef de la direction, TD Canada Trust avant le 3 octobre 2011.

Avant d'exercer ses fonctions actuelles de chef de groupe le 15 avril 2013, M^{me} Johnston a été chef de groupe, Finances et chef des finances, siège social, Groupe Banque TD.

Avant d'exercer ses fonctions actuelles de chef de l'exploitation le 1^{er} juillet 2013, M. Masrani a été chef de groupe, Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis, Groupe Banque TD et président et chef de la direction, TD Bank US Holding Company et TD Bank, N.A. Le 3 avril 2013, le conseil d'administration de TD a annoncé, conformément au plan de relève de TD, son intention de nommer M. Masrani président du Groupe et chef de la direction, Groupe Banque TD, le 1^{er} novembre 2014.

Avant d'exercer ses fonctions actuelles de chef de groupe le 1^{er} juillet 2013, M. Pedersen a été chef de groupe, Gestion de patrimoine, Assurance et Services communs de l'entreprise, Groupe Banque TD du 4 juillet 2011 au 1^{er} juillet 2013, chef de groupe, Gestion de patrimoine, Canaux directs et services communs de l'entreprise, Groupe Banque TD du 1^{er} novembre 2010 au 4 juillet 2011, chef de groupe, Activités de la société et Canaux directs, Groupe Financier Banque TD du 27 mai 2010 au 1^{er} novembre 2010 et chef de groupe, Activités de la société, Groupe Financier Banque TD avant le 27 mai 2010.

Actions détenues par les administrateurs et les membres de la haute direction

À la connaissance de la Banque, en date du 31 octobre 2013, les administrateurs et les membres de la haute direction de la Banque étaient collectivement propriétaires véritables, directement ou indirectement, au total, de 1 498 465 actions ordinaires de la Banque ou exerçaient un contrôle ou une emprise sur celles-ci, soit environ 0,16 % des actions ordinaires émises et en circulation de la Banque.

Information supplémentaire relative aux administrateurs et membres de la haute direction

À notre connaissance et après enquête raisonnable, la Banque confirme, en date du 4 décembre 2013, ce qui suit :

- i) aucun administrateur ni aucun membre de la haute direction de la Banque n'est, ni n'a été au cours des dix dernières années, administrateur ou dirigeant d'une société (y compris la Banque) qui :
 - a) a fait l'objet d'une ordonnance (y compris une interdiction d'opération ou une ordonnance similaire à une interdiction d'opération ou une ordonnance interdisant à la société de se prévaloir de toute dispense prévue par la législation en valeurs mobilières pendant plus de 30 jours consécutifs), qui a été émise pendant que l'administrateur ou le membre de la haute direction agissait en qualité d'administrateur, de chef de la direction ou de chef des finances;
 - b) fait l'objet d'une ordonnance qui été émise après que l'administrateur ou le membre de la haute direction a cessé d'occuper des fonctions d'administrateur, de chef de la direction ou de chef des finances et qui était le résultat d'un événement survenu pendant que cette personne agissait en qualité d'administrateur, de chef de la direction ou de chef des finances; ou

- c) a, au cours de l'exercice suivant la cessation des fonctions de la personne, fait faillite, fait une proposition concordataire en vertu de la législation sur la faillite ou l'insolvabilité, été poursuivie par ses créanciers, conclu un concordat ou un compromis avec eux, intenté des poursuites contre eux, pris des dispositions ou fait des démarches en vue de conclure un concordat ou un compromis avec eux, ou un séquestre, un séquestre-gérant ou un syndic de faillite a été nommé pour détenir ses biens;
- ii) au cours des dix exercices précédant la date de la notice annuelle, aucun administrateur ni aucun membre de la haute direction n'a fait faillite, fait une proposition concordataire en vertu de la législation sur la faillite ou l'insolvabilité, été poursuivi par ses créanciers, conclu un concordat ou un compromis avec eux, intenté des poursuites contre eux, pris des dispositions ou fait des démarches en vue de conclure un concordat ou un compromis avec eux, ou si un séquestre, un séquestre-gérant ou un syndic de faillite a été nommé pour détenir ses biens; et
- iii) aucun administrateur ni aucun membre de la haute direction de la Banque ne s'est vu imposer d'amendes ou de sanctions par un tribunal en vertu de la législation en valeurs mobilières ou par une autorité de réglementation en valeurs mobilières, ni n'a conclu une entente de règlement avec celle-ci, ni ne s'est vu imposer d'autres amendes ou sanctions par un tribunal ou un organisme de réglementation qui seraient susceptibles d'être considérées comme importantes par un investisseur raisonnable ayant à prendre une décision en matière de placement.

Politiques d'approbation préalable et honoraires versés à l'auditeur nommé par les actionnaires

Le comité d'audit de la Banque a mis en œuvre une politique restreignant les services qui peuvent être fournis par l'auditeur nommé par les actionnaires et les honoraires versés à l'auditeur nommé par les actionnaires. Tout service que doit fournir l'auditeur nommé par les actionnaires doit être autorisé par la loi et par la politique, et doit être préautorisé par le comité d'audit conformément à la politique, tout comme les honoraires prévus pour ces services. La politique prévoit la préautorisation annuelle de certains types de services et établit le montant maximum des honoraires qui peuvent être payés pour de tels services en vertu des politiques et procédures adoptées par le comité d'audit, en plus de donner à la direction des directives détaillées quant aux services précis qui sont admissibles à une préautorisation annuelle. Tous les autres services et les honoraires qui s'y rattachent doivent aussi être préautorisés expressément par le comité d'audit au fur et à mesure qu'ils se présentent au cours de l'exercice. S'il s'agit de services que doit fournir l'auditeur nommé par les actionnaires, le comité d'audit s'assure que sa décision est conforme à sa politique et que la prestation des services n'a pas d'incidence sur l'indépendance de l'auditeur. Cela consiste notamment à examiner les exigences et les lignes directrices réglementaires applicables et à déterminer si la prestation des services amènerait l'auditeur à auditer son propre travail, à agir comme s'il était dirigeant de la Banque ou à se poser comme défenseur des intérêts de la Banque. En vertu de la loi, l'auditeur nommé par les actionnaires ne peut fournir certains services à la Banque ou à ses filiales. Chaque trimestre, les services rendus par l'auditeur nommé par les actionnaires depuis le début de l'exercice et tous les mandats proposés sont présentés au comité d'audit pour fins d'examen et de préautorisation, le cas échéant.

Les honoraires versés à l'auditeur nommé par les actionnaires, Ernst & Young s.r.l., au cours des trois derniers exercices financiers sont présentés en détail dans le tableau qui suit.

(en milliers de dollars CA)	Honoraires versés à Ernst & Young s.r.l.		
	2013	2012	2011
Honoraires d'audit	19 649	20 445	20 774
Honoraires pour services liés à l'audit	1 915	1 501	2 313
Honoraires pour services fiscaux	3 588	2 851	2 495
Autres honoraires	933	976	1 706
Total	26 085	25 773	27 288

Les honoraires d'audit se rapportent aux services professionnels relatifs à l'audit des états financiers de la Banque et à l'audit de ses filiales, à d'autres services normalement offerts par l'auditeur nommé par les actionnaires en ce qui concerne les dépôts légaux auprès des autorités de réglementation ou les mandats

prévus par la loi et à l'exécution de procédures précises à l'égard des exigences visant les intermédiaires qualifiés pour les rapports présentés à l'*Internal Revenue Service* des États-Unis.

Les honoraires pour services liés à l'audit se rapportent aux services de certification et aux services connexes rendus par l'auditeur nommé par les actionnaires. Ces services comprennent les audits des régimes d'avantages sociaux, les consultations comptables et fiscales et les services d'attestation dans le cadre de fusions, d'acquisitions et de désinvestissements, notamment les procédures d'audit relatives aux bilans d'ouverture et à la répartition du prix d'achat, les examens des contrôles d'application et des contrôles généraux, les services d'attestation non exigés en vertu d'une loi ou d'une réglementation, la traduction des états financiers et des rapports dans le cadre d'audits ou d'examens, l'interprétation des normes comptables, des normes fiscales et des normes de présentation de l'information financière et des services de conseils en technologie de l'information.

Les honoraires pour services fiscaux se rapportent aux services en matière d'observation fiscale en matière d'impôt sur le revenu et d'impôt indirect qui comprennent en général la préparation des déclarations de revenus initiales et modifiées de même que des demandes de remboursement; de conseils fiscaux, y compris l'assistance relative aux contrôles, aux appels et aux décisions en matière d'impôt, et les conseils fiscaux fournis dans le cadre de fusions, d'acquisitions et de structures de financement; de publications fiscales sous forme électronique et sur papier; et de planification fiscale, y compris les services se rapportant aux questions touchant les prix de transfert.

Tous les autres honoraires se rapportent essentiellement aux honoraires liés aux questions d'insolvabilité et de viabilité, limités aux cas où la Banque est participant minoritaire à un syndicat et n'est pas en mesure d'exercer une influence sur le choix ni d'arrêter le choix de la firme d'audit externe à utiliser. Dans ces cas, les services de l'auditeur nommé par les actionnaires sont retenus pour fournir de l'aide dans le cadre de revues des activités d'exploitation, de négociations avec les prêteurs, d'évaluations des plans d'affaires, d'une restructuration de la dette et d'un recouvrement des actifs. Entrent également dans cette catégorie les honoraires relatifs aux auditeurs des organismes de bienfaisance, aux rapports qui traitent des procédures de contrôle des organismes de service, aux services d'audit de certaines structures d'accueil que la Banque administre, aux audits de fonds inscrits à la SEC, aux études de référence, aux services de bases de données aux fins de conformité fiscale et aux services d'amélioration du rendement et du fonctionnement.

POURSUITES ET MESURES RÉGLEMENTAIRES

Poursuites

Certaines poursuites auxquelles la Banque est partie sont plus amplement décrites sous la rubrique « Litiges » de la note 29 afférente aux états financiers annuels pour l'exercice terminé le 31 octobre 2013.

Mesures réglementaires

De temps à autre, certaines filiales de la Banque se voient imposer des droits ou des amendes par un organisme de réglementation des valeurs mobilières relativement à des questions d'ordre administratif, notamment des dépôts ou des déclarations en retard, qui peuvent être considérés comme des pénalités ou des sanctions conformément à la réglementation canadienne en valeurs mobilières mais qui sont, individuellement ou globalement, négligeables pour la Banque. Au cours du dernier exercice, TD Waterhouse Canada Inc. a payé des droits administratifs pour dépôt tardif à la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario totalisant 8 900 \$; Services d'investissement TD Inc. a payé des droits administratifs pour dépôt tardif à la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario totalisant 3 700 \$; et TD Bank N.A. a conclu des ententes de règlement avec la *Securities and Exchange Commission*, *The Financial Crimes Enforcement Network* et l'*Office of the Comptroller of the Currency* d'un montant totalisant 52,5 millions de dollars US dans le cadre du litige Rothstein. Le litige Rothstein est décrit à la rubrique « Litiges » de la note 29 afférente aux états financiers annuels pour l'exercice terminé le 31 octobre 2013 à la page 82.

MEMBRES DE LA DIRECTION ET AUTRES PERSONNES INTÉRESSÉS DANS DES OPÉRATIONS IMPORTANTES

À notre connaissance, la Banque confirme qu'au 4 décembre 2013, aucun administrateur ni aucun membre de la haute direction de la Banque, ni aucune personne ayant des liens avec eux ou membre de leur

groupe, n'a eu un intérêt important dans une opération au cours des trois derniers exercices terminés ou au cours de l'exercice en cours, qui a eu ou dont on pourrait s'attendre à ce qu'il ait une incidence importante sur la Banque.

AGENTS DES TRANSFERTS ET AGENTS CHARGÉS DE LA TENUE DES REGISTRES

Agent des transferts

La Société de fiducie CST
C.P. 700
Succursale B
Montréal (Québec)
H3B 3K3

Téléphone : 416-682-3860 ou sans frais au 1-800-387-0825 (Canada et États-Unis seulement)
Télécopieur : 1-888-249-6189
Courriel : inquiries@canstockta.com
Site Web : www.canstockta.com

Co-agent des transferts et agent chargé de la tenue des registres

Computershare
P.O. Box 43006
Providence, Rhode Island
02940-3006

ou

250 Royall Street
Canton, Massachusetts 02021

Téléphone : 1-866-233-4836
ATS pour personnes malentendantes : 1-800-231-5469
Actionnaires à l'extérieur des États-Unis : 201-680-6578
ATS pour actionnaires à l'extérieur des États-Unis : 201-680-6610
Site Web : www.computershare.com

INTÉRÊTS DES EXPERTS

Les états financiers consolidés de la Banque pour l'exercice terminé le 31 octobre 2013 déposés en vertu du *Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue*, dont certaines parties sont intégrées par renvoi à la présente notice annuelle, ont été audités par Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L., Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L., comptables agréés, experts-comptables autorisés, de Toronto (Ontario), sont les auditeurs externes qui ont préparé le *Rapport des auditeurs indépendants du cabinet d'experts-comptables inscrit aux actionnaires – Rapport sur le contrôle interne selon les normes du Public Company Accounting Oversight Board* (États-Unis). Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L. est indépendante de la Banque au sens des règles de déontologie des Comptables professionnels agréés de l'Ontario et également des lois fédérales sur les valeurs mobilières des États-Unis et de leurs règles et règlements, y compris les règles sur l'indépendance que la Securities and Exchange Commission a adoptées aux termes de la loi intitulée *Sarbanes-Oxley Act of 2002*, et conformément à la *Rule 3520 du Public Company Accounting Oversight Board*.

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Des renseignements supplémentaires concernant la banque figurent sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com et sur EDGAR à l'adresse www.sec.com.

Des renseignements supplémentaires, notamment la rémunération des administrateurs et des dirigeants, les prêts qui leur ont été consentis, le nom des principaux porteurs de titres de la Banque, les options d'achat de titres et l'intérêt des initiés dans des opérations importantes, dans chaque cas le cas échéant, sont contenus dans la circulaire de sollicitation de procurations de la Banque concernant sa dernière assemblée annuelle des actionnaires à laquelle il y a eu élection d'administrateurs. Des renseignements financiers supplémentaires sont fournis dans les états financiers comparatifs et le rapport de gestion de la Banque pour son dernier exercice financier terminé, soit, à la date des présentes, l'exercice terminé le 31 octobre 2013.

Appendice A

Liens intersociétés

PRINCIPALES FILIALES¹

(en millions de dollars)

Au 31 octobre 2013

	Emplacement du siège social ou du bureau principal ²	Valeur comptable des actions détenues par la Banque
Amérique du Nord		
L'Assurance financière CT	Toronto (Ontario)	127 \$
Meloche Monnex inc.	Montréal (Québec)	1 589
Sécurité Nationale compagnie d'assurance	Montréal (Québec)	
Primum compagnie d'assurance	Toronto (Ontario)	
TD assurance directe inc.	Toronto (Ontario)	
Compagnie d'assurances générales TD	Toronto (Ontario)	
Compagnie d'assurance habitation et auto TD	Toronto (Ontario)	
Gestion de Placements TD Inc.	Toronto (Ontario)	703
Gestion privée TD Waterhouse Inc.	Toronto (Ontario)	
Financement auto TD (Canada) inc.	Toronto (Ontario)	1 193
Services de financement auto TD Inc.	Toronto (Ontario)	1 302
Financement d'équipement TD Canada Inc.	Oakville (Ontario)	2
Services de Financement TD Résidentiel Inc.	Toronto (Ontario)	34
Services de financement TD inc.	Toronto (Ontario)	93
Services d'investissement TD Inc.	Toronto (Ontario)	54
TD, Compagnie d'assurance-vie	Toronto (Ontario)	52
La Société d'hypothèques TD	Toronto (Ontario)	10 753
La Société d'Hypothèques Pacifique TD	Vancouver (Colombie-Britannique)	
La Société Canada Trust	Toronto (Ontario)	
Valeurs Mobilières TD Inc.	Toronto (Ontario)	1 520
TD US P & C Holdings ULC	Calgary (Alberta)	28 069
TD Bank US Holding Company	Cherry Hill (New Jersey)	
Epoch Investment Partners, Inc. ³	New York (New York)	
TD Bank USA, National Association	Wilmington (Delaware)	
TD Bank, National Association	Wilmington (Delaware)	
TD Auto Finance LLC	Farmington Hills (Michigan)	
TD Equipment Finance, Inc.	Cherry Hill (New Jersey)	
TD Private Client Wealth LLC	New York (New York)	
TD Wealth Management Services Inc.	Cherry Hill (New Jersey)	
TD Vermillion Holdings ULC	Calgary (Alberta)	18 262
TD Financial International Ltd.	Hamilton (Bermudes)	
Canada Trustco International Limited	St. James (Barbade)	
TD Reinsurance (Barbados) Inc.	St. James (Barbade)	
TD Reinsurance (Ireland) Limited	Dublin (Irlande)	
Toronto Dominion International Inc.	St. James (Barbade)	
TD Waterhouse Canada Inc.	Toronto (Ontario)	2 139
TDAM USA Inc.	Wilmington (Delaware)	11
Toronto Dominion Holdings (U.S.A.), Inc.	New York (New York)	1 845
TD Holdings II Inc.	New York (New York)	
TD Securities (USA) LLC	New York (New York)	
Toronto Dominion (Texas) LLC	New York (New York)	
Toronto Dominion (New York) LLC	New York (New York)	
Toronto Dominion Capital (U.S.A.), Inc.	New York (New York)	
Autres pays		
NatWest Personal Financial Management Limited (50 %)	Londres (Angleterre)	62
NatWest Stockbrokers Limited (50 %)	Londres (Angleterre)	
TD Bank International S.A.	Luxembourg (Luxembourg)	51
TD Bank N.V.	Amsterdam (Pays-Bas)	280
TD Ireland	Dublin (Irlande)	1 014
TD Global Finance	Dublin (Irlande)	
TD Luxembourg International Holdings	Luxembourg (Luxembourg)	5 300
TD Ameritrade Holding Corporation (42,22 %) ⁴	Omaha (Nebraska)	
TD Wealth Holdings (UK) Limited	Leeds (Angleterre)	83
TD Direct Investing (Europe) Limited	Leeds (Angleterre)	
Toronto Dominion Australia Limited	Sydney (Australie)	219
Toronto Dominion Investments B.V.	Londres (Angleterre)	1 019
TD Bank Europe Limited	Londres (Angleterre)	
Toronto Dominion Holdings (U.K.) Limited	Londres (Angleterre)	
TD Securities Limited	Londres (Angleterre)	
Toronto Dominion (South East Asia) Limited	Singapour (Singapour)	798

¹ À moins d'indication contraire, la Banque Toronto-Dominion (la «Banque») détient directement, ou par l'entremise de ses filiales, 100 % de l'entité et/ou 100 % des actions avec droit de vote et sans droit de vote émises et en circulation des entités énumérées.

² Chaque filiale est constituée en société ou structurée dans le pays où se situe son siège social ou son bureau principal, à l'exception de Toronto Dominion Investments B.V., une société constituée aux Pays-Bas dont le bureau principal est situé au Royaume-Uni.

³ Réflète la structure de participation au 1^{er} novembre 2013.

⁴ TD Ameritrade Holding Corporation n'est pas une filiale de la Banque étant donné que la Banque ne la contrôle pas. TD Luxembourg International Holdings et sa participation dans TD Ameritrade Holding Corporation sont incluses étant donné l'importance de la participation de la Banque dans TD Ameritrade Holding Corporation.

Appendice B

CHARTRE DU COMITÉ D'AUDIT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA BANQUE TORONTO-DOMINION

~ ~ *Superviser la qualité et l'intégrité de l'information financière de la Banque* ~ ~

Principales responsabilités

- assurer la présentation aux actionnaires d'une information financière claire, exacte et fiable;
- superviser les contrôles internes; les mesures de protection nécessaires doivent être en place;
- être directement responsable de la sélection, de la rémunération, du maintien en poste de l'auditeur nommé par les actionnaires et de la supervision de son travail, celui-ci étant directement sous les ordres du comité;
- être à l'écoute de l'auditeur nommé par les actionnaires, de l'auditeur en chef, du chef de la conformité et du chef, Lutte mondiale contre le blanchiment d'argent et évaluer l'efficacité et l'indépendance de chacun;
- assurer l'établissement et le maintien de processus permettant à la Banque de respecter les lois et règlements qui la régissent, ainsi que ses propres politiques;
- agir à titre de comité d'audit et de comité de révision pour certaines filiales de la Banque qui sont des sociétés d'assurances et des institutions financières sous réglementation fédérale;
- recevoir les rapports et approuver, s'il y a lieu, certaines opérations entre personnes apparentées.

L'indépendance est essentielle :

- le comité est composé uniquement d'administrateurs indépendants;
- le comité se réunit régulièrement sans la présence de la direction;
- le comité a le pouvoir d'engager des conseillers indépendants, rémunérés par la Banque, pour l'aider à prendre les meilleures décisions possibles relativement à la présentation de l'information financière, aux conventions et pratiques comptables, aux pratiques de présentation de l'information et aux contrôles internes de la Banque.

Composition et indépendance, connaissances financières et pouvoirs

Le comité est composé de membres du conseil d'administration dont le nombre est déterminé par le conseil, conformément aux règlements de la Banque ainsi qu'aux lois, aux règles et aux règlements applicables et à toute autre considération pertinente, sous réserve d'un minimum de trois administrateurs.

Aux fins de la présente charte, « Banque » désigne La Banque Toronto-Dominion dans son ensemble.

Aucun membre du comité n'est un dirigeant ou un dirigeant à la retraite de la Banque. Chaque membre du comité est indépendant de la Banque au sens des lois, des règles et des règlements applicables, y compris ceux qui s'appliquent particulièrement aux membres d'un comité d'audit, et de toute autre considération pertinente que détermine le conseil d'administration, y compris la Politique en matière d'indépendance des administrateurs de la Banque. Aucun membre du comité ne peut siéger au comité d'audit de plus de trois sociétés ouvertes sans le consentement du comité de gouvernance et du conseil.

Les membres du comité sont nommés par le conseil et demeurent en fonction jusqu'à la nomination de leur successeur. Un président est nommé par le conseil suivant la recommandation du comité de gouvernance, faute de quoi les membres du comité peuvent désigner un président par vote de la majorité. Le comité peut, à l'occasion, déléguer à son président certains des pouvoirs ou responsabilités qui lui sont confiés en vertu des présentes.

En plus des qualités énoncées dans la description de poste d'administrateur, tous les membres du comité doivent posséder des compétences financières ou avoir la volonté et la capacité d'acquérir rapidement les connaissances nécessaires. Par « compétences financières », on entend la capacité de lire et de comprendre des états financiers qui présentent des questions comptables d'une ampleur et d'un degré de complexité comparables, dans l'ensemble, à celles dont on peut raisonnablement croire qu'elles seront soulevées lors de la lecture des états financiers de la Banque. Au moins un membre du comité doit avoir une formation en comptabilité ou une expérience connexe en gestion financière, par exemple, toute expérience ou formation au cours de laquelle le membre a acquis un haut niveau de compétences financières, notamment toute expérience présente ou passée à titre d'auditeur, chef de la direction ou haut dirigeant ayant des responsabilités de supervision financière.

Pour s'acquitter des responsabilités énoncées dans la présente charte, le comité peut mener toute enquête nécessaire et interroger tout dirigeant, employé ou mandataire approprié de la Banque, y compris l'auditeur nommé par les actionnaires. Le comité d'audit peut obtenir des conseils ou de l'aide de conseillers externes, notamment des conseillers juridiques ou comptables, qu'il juge nécessaires pour s'acquitter de ses fonctions, et peut retenir les services de tels conseillers indépendants ou externes et établir la rémunération qui leur sera versée par la Banque, à son gré, sans obtenir l'approbation du conseil.

Les membres du comité doivent approfondir leurs connaissances en finance, en comptabilité et dans d'autres domaines liés à leurs responsabilités en assistant à des séances de formation ou à tout autre type de perfectionnement.

Réunions

Le comité se réunit au moins quatre fois par année ou plus fréquemment si les circonstances l'exigent. Chaque trimestre, le comité rencontre l'auditeur nommé par les actionnaires et la direction afin d'examiner les états financiers de la Banque, conformément à la rubrique intitulée « Présentation de l'information financière » ci-dessous. Le comité réserve une partie de chaque réunion trimestrielle courante en vue d'une rencontre séparée avec le chef des finances, l'auditeur en chef, le chef de la conformité, le chef, Lutte mondiale contre le blanchiment d'argent et l'auditeur nommé par les actionnaires, respectivement, et une partie doit être tenue sans la présence des membres de la direction et de l'auditeur nommé par les actionnaires. Un membre du comité peut demander au président qu'une réunion ou une partie d'une réunion du comité se déroule sans la présence de la direction. Le comité se réunit également avec le Bureau du surintendant des institutions financières du Canada (« BSIF ») pour examiner les résultats de l'examen du contrôle annuel de la Banque par le BSIF si le BSIF demande de se réunir avec le comité plutôt qu'avec l'ensemble du conseil.

Pour favoriser une communication ouverte entre ce comité et le comité du risque et lorsque le président du comité du risque n'est pas un membre de ce comité, celui-ci recevra un avis de convocation et participera sur invitation de ce comité, en tant qu'observateur sans droit de vote, à chaque réunion de ce comité et il recevra la documentation relative à chacune de ces réunions.

Tous les administrateurs non membres de la direction qui ne sont pas des membres du comité ont reçu une invitation permanente pour assister aux réunions du comité mais ne peuvent pas y voter. De plus, le comité peut inviter à ses réunions un administrateur, un membre de la direction et de la Banque ou les autres personnes qu'il juge appropriées pour s'acquitter de ses responsabilités. Le comité peut aussi exclure de ses réunions des personnes s'il juge opportun de le faire pour s'acquitter de ses responsabilités.

Devoirs spécifiques

Présentation de l'information financière

Le comité est chargé de superviser la présentation aux actionnaires d'une information financière fiable, exacte et claire, notamment en passant en revue et en analysant les états financiers annuels et intermédiaires de la Banque, et le rapport de gestion, avant leur approbation et diffusion publique par la Banque, et en examinant, au besoin, les communiqués à caractère financier de la Banque portant sur de l'information non publique d'importance. Un tel examen des rapports financiers de la Banque doit comprendre, s'il y a lieu, mais au moins une fois par année, un entretien avec la direction et l'auditeur nommé par les actionnaires au sujet de questions importantes liées aux normes et méthodes comptables et aux estimations et opinions clés de la direction.

Le comité examine les communiqués de presse sur les résultats et s'assure que des procédés adéquats sont en place pour examiner la présentation de l'information financière de la Banque extraite ou tirée des états financiers de la Banque, autre que l'information contenue dans les états financiers annuels et intermédiaires et le rapport de gestion de la Banque, et doit évaluer périodiquement la pertinence de ces procédés.

Processus de présentation de l'information financière

Le comité seconde le conseil dans sa supervision du processus de présentation de l'information financière de la Banque, notamment en accomplissant les tâches suivantes :

- travailler avec la direction, l'auditeur nommé par les actionnaires et la Direction de l'audit interne pour s'assurer de l'intégrité des processus de présentation de l'information financière de la Banque;
- examiner le processus associé à l'attestation par le chef de la direction et le chef des finances de l'intégrité des états financiers trimestriels et annuels consolidés de la Banque et des autres renseignements dont la divulgation est exigée;
- prendre connaissance des principales conventions comptables de la Banque et des estimations et opinions clés de la direction, et aborder ces sujets avec la direction et/ou l'auditeur nommé par les actionnaires;
- rester au fait des tendances et des pratiques exemplaires en matière de présentation de l'information financière, notamment en s'informant sur les questions d'actualité, à mesure qu'elles surviennent, comme l'utilisation d'entités à détenteurs de droits variables et de structures d'accueil, et l'application de ces tendances et pratiques à la Banque;
- examiner, avec la direction et l'auditeur nommé par les actionnaires, les principaux principes et conventions comptables, ainsi que toutes les conventions et pratiques comptables essentielles utilisées et tout redressement important après l'audit;

- étudier et approuver, s'il y a lieu, les modifications importantes aux conventions de présentation de l'information comptable et financière de la Banque, telles qu'elles sont suggérées par la direction, l'auditeur nommé par les actionnaires ou la Direction de l'audit interne;
- établir des systèmes de présentation régulière au comité par la direction, l'auditeur nommé par les actionnaires et la Direction de l'audit interne, au sujet des principales opinions exprimées dans le cadre de la préparation des états financiers par la direction, et de toute difficulté d'importance éprouvée pendant l'examen ou l'audit, y compris toute restriction relative à la portée du travail ou à l'accès aux renseignements nécessaires.
- examiner les questions de fiscalité et de planification fiscale qui sont importantes pour les états financiers.

Rôle du comité d'audit dans le processus de présentation de l'information financière

L'auditeur nommé par les actionnaires est responsable de la planification et de l'exécution, conformément aux normes professionnelles, de l'audit des états financiers annuels de la Banque et de l'examen de l'information financière trimestrielle de la Banque. La direction de la Banque est responsable de la préparation, de la présentation et de l'intégrité des états financiers de la Banque, et de la mise en œuvre des principes et des conventions appropriés en matière de présentation de l'information comptable et financière ainsi que des contrôles et procédés internes conçus pour assurer le respect des normes comptables et des lois et règlements applicables. Le comité d'audit supervise le processus de présentation de l'information financière à la Banque et reçoit les rapports trimestriels relatifs au processus entrepris par la direction et aux résultats de l'examen de l'auditeur nommé par les actionnaires. Il n'appartient pas au comité d'audit de planifier ou d'effectuer les audits, ni de déterminer que les états financiers de la Banque sont complets, exacts et conformes aux Normes internationales d'information financière.

Contrôles internes

Le comité est chargé de superviser la mise en œuvre du cadre de contrôle interne et de surveiller son efficacité, en accomplissant notamment les tâches suivantes :

- examiner des rapports de la direction se rapportant à la mise en œuvre et au maintien d'un système et de procédés de contrôle interne suffisants et efficaces (notamment des contrôles liés à la prévention, à l'identification et à la détection d'actes frauduleux) qui sont conçus pour apporter une certitude à l'égard de certains aspects, notamment la présentation de l'information (relative aux finances, à l'exploitation, au risque), l'efficience et l'efficacité de l'exploitation et la protection des actifs, la surveillance de la conformité avec les lois, les règlements et les lignes directrices, ainsi que les politiques internes, y compris la conformité avec l'article 404 de la loi américaine intitulée Sarbanes-Oxley Act et les règles analogues des Autorités canadiennes en valeurs mobilières;
- rencontrer la direction, l'auditeur en chef et l'auditeur nommé par les actionnaires pour évaluer la pertinence et l'efficacité des contrôles internes de la Banque, notamment les contrôles liés à la prévention, à l'identification et à la détection d'actes frauduleux;
- veiller à ce que soient en place des structures de gouvernance et des méthodes de contrôle suffisantes à l'égard de tous les instruments financiers qui sont évalués à la juste valeur aux fins de la présentation de l'information financière;
- recevoir les rapports du comité du risque qui sont jugés nécessaires ou souhaitables à l'égard de toute question liée aux procédés de contrôle interne évaluée par ce comité dans le cadre de l'exécution de ses responsabilités;
- examiner l'information présentée par la Banque à ses actionnaires au sujet du contrôle interne relatif à la présentation de l'information financière.

Direction de l'audit interne

Le comité supervise la Direction de l'audit interne de la Banque, notamment en examinant et en approuvant les mandats de la Direction de l'audit interne et de l'auditeur en chef au moins une fois par année. Le comité doit s'assurer que la Direction de l'audit interne a les ressources et l'indépendance nécessaires pour s'acquitter de ses responsabilités. En outre, le comité doit :

- examiner et approuver le plan d'audit annuel ainsi que les modifications importantes qui y sont apportées;
- examiner et approuver le budget financier annuel et examiner les mises à jour périodiques;
- confirmer la nomination et la révocation de l'auditeur en chef;
- évaluer au moins une fois par année l'efficacité de la Direction de l'audit interne;
- examiner les résultats du rapport indépendant sur l'examen d'assurance de la qualité de la division de l'audit interne qui est effectué tous les cinq ans;
- communiquer au moins une fois par année son opinion sur le rendement de l'auditeur en chef au chef de la direction à titre de commentaire dans le cadre du processus d'approbation de la rémunération;
- examiner les rapports courants préparés par l'auditeur en chef ainsi que la réponse de la direction, et assurer le suivi des questions non résolues, s'il y a lieu;
- fournir une tribune permettant à l'auditeur en chef de soulever des questions liées à l'audit interne ou aux rapports qu'entretiennent la Direction de l'audit interne, la direction, l'auditeur nommé par les actionnaires et/ou les autorités de réglementation ainsi qu'à leur interaction;
- examiner les rapports portant sur les lacunes relevées par les autorités de surveillance en ce qui a trait à la fonction d'audit interne, y compris de l'information visant à démontrer l'avancement des mesures de correction et de redressement nécessaires, prises par la direction, dans des délais raisonnables.

Supervision de l'auditeur nommé par les actionnaires

Le comité est chargé d'examiner et d'évaluer le rendement, les compétences et l'indépendance de l'auditeur nommé par les actionnaires, y compris les principaux associés, et, une fois par année, il doit recommander au conseil et aux actionnaires des candidats au poste d'auditeur nommé par les actionnaires, à élire par les actionnaires. Le comité est chargé d'approuver la rémunération de l'auditeur. Le comité doit également faire des recommandations au conseil en ce qui concerne, s'il y a lieu, la révocation de l'auditeur nommé par les actionnaires. L'auditeur nommé par les actionnaires est tenu de rendre compte au comité et à l'ensemble du conseil, en tant que représentant des actionnaires, de son examen des états financiers et des contrôles de la Banque. De plus, le comité doit :

- examiner et approuver les plans d'audit annuels et les lettres de mission de l'auditeur nommé par les actionnaires;
- passer en revue les procédés utilisés par l'auditeur nommé par les actionnaires pour assurer la qualité de ses services d'audit, notamment toute question susceptible de nuire à la capacité du cabinet d'audit d'agir à titre d'auditeur nommé par les actionnaires;
- discuter des questions devant être communiquées au comité par l'auditeur nommé par les actionnaires, conformément aux normes établies par l'Institut Canadien des Comptables Agréés et le Public Company Accounting Oversight Board, lorsque ces questions s'appliquent à la Banque;

- examiner avec l'auditeur nommé par les actionnaires toute question pouvant être soulevée par lui, y compris tout problème ou toute difficulté d'audit, comme des restrictions liées à ses activités d'audit ou à l'accès aux renseignements demandés, et les réponses de la direction;
- examiner avec l'auditeur nommé par les actionnaires les préoccupations, s'il en est, concernant la qualité des normes comptables de la Banque, et non seulement leur acceptabilité, telles qu'elles appliquent à sa présentation de l'information financière;
- fournir une tribune permettant à la direction et à l'auditeur interne et/ou à l'auditeur nommé par les actionnaires d'aborder des questions relatives à leurs relations ou à leur interaction. Si des différends concernant la présentation de l'information financière ne sont pas résolus, voir au règlement de ces différends entre la direction et l'auditeur interne et/ou l'auditeur nommé par les actionnaires.

Indépendance de l'auditeur nommé par les actionnaires

Le comité est chargé de surveiller et d'évaluer l'indépendance de l'auditeur nommé par les actionnaires par différents mécanismes, notamment en effectuant les tâches suivantes :

- examiner et approuver (ou recommander au conseil aux fins d'approbation) la durée des missions d'audit et les honoraires d'audit ainsi que les autres services pouvant légalement être fournis par l'auditeur nommé par les actionnaires pour la Banque, cette approbation devant être donnée spécifiquement ou aux termes d'une procédure de préapprobation adoptée par le comité;
- recevoir les rapports écrits officiels préparés régulièrement par l'auditeur nommé par les actionnaires, décrivant les relations qui existent entre l'auditeur nommé par les actionnaires et la Banque, conformément aux normes de conduite professionnelles établies par les instituts de comptables agréés provinciaux canadiens ou d'autres organismes de réglementation, s'il y a lieu;
- une fois par année ou plus fréquemment si cela est nécessaire, prendre connaissance et discuter avec le conseil et l'auditeur nommé par les actionnaires de tout service ou de tout lien existant entre l'auditeur nommé par les actionnaires et la Banque ou de tout facteur pouvant nuire à l'objectivité et à l'indépendance de l'auditeur nommé par les actionnaires;
- examiner, approuver et surveiller les politiques et les procédés relatifs à l'embauche d'associés ou d'employés actuels ou anciens de l'auditeur nommé par les actionnaires, conformément aux lois applicables;
- examiner, approuver et surveiller les autres politiques et procédures mises en œuvre pour favoriser l'indépendance des auditeurs, comme la rotation des membres de l'équipe de mission d'audit, au besoin.

Service des finances

Le comité est chargé de superviser le service des finances de la Banque, notamment :

- examiner et approuver le mandat du service des finances et le mandat du chef des finances au moins une fois l'an;
- examiner et approuver au moins une fois l'an, le plan budgétaire et des ressources du service des finances, notamment recevoir de la direction des rapports portant sur la suffisance des ressources;
- évaluer annuellement l'efficacité du service des finances;
- examiner les résultats d'un examen indépendant de l'efficacité du service des finances réalisé par un tiers tous les cinq ans;

- communiquer chaque année au chef de la direction son avis quant au rendement du chef des finances dans le cadre du processus d'approbation de la rémunération;
- confirmer la nomination et la révocation du chef des finances;
- offrir au chef des finances une tribune permettant de soulever des questions relatives à la présentation de l'information financière ou des questions se rapportant aux relations et à l'interaction qui existent entre le service des finances, la direction, l'auditeur nommé par les actionnaires et/ou les organismes de réglementation.

Examen et opérations entre personnes apparentées

Le comité est responsable de l'examen et de la supervision des opérations entre personnes apparentées (sauf l'approbation de facilités de crédit de personnes apparentées à un dirigeant de la Banque, lesquelles sont examinées par le comité des ressources humaines, et de facilités de crédit de personnes apparentées à un administrateur de la Banque, lesquelles sont examinées par le comité du risque, s'il y a lieu), y compris s'assurer que la direction met en place des procédés et des pratiques en matière de révision et d'opérations entre personnes apparentées, conformément à la *Loi sur les banques* (Canada), à la *Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt* (Canada), à la *Loi sur les sociétés d'assurances* (Canada) et aux Normes internationales d'information financière (plus précisément, IAS 24 – Information relative aux parties liées), et vérifier, à l'occasion, l'observation et l'efficacité de ces procédés et pratiques.

Conduite des affaires et éthique

Le comité doit superviser le respect des politiques relatives à l'éthique et à la conduite des affaires, notamment les procédés de communication de l'information et de traitement des plaintes de la Banque, sa Politique anticorruption et son Code de conduite et d'éthique professionnelle, ainsi que les procédés en matière de conflits d'intérêts énoncés dans ce code, et doit notamment approuver, le cas échéant, toute dispense de l'application du Code de conduite et d'éthique professionnelle de la Banque dont pourra bénéficier un administrateur ou un membre de la haute direction de la Banque.

Observation des lois

Le comité est chargé de superviser l'établissement et la mise en œuvre de processus et de politiques qui assurent l'observation des lois et des règlements qui régissent la Banque, de même que ses propres politiques, en accomplissant notamment les tâches suivantes :

- s'assurer, de concert avec la direction, que la Banque respecte les exigences réglementaires, et les procédés de gestion de la conformité réglementaire;
- mettre en œuvre des procédés conformes aux exigences réglementaires applicables, à l'égard de la réception, de la conservation et du traitement des plaintes reçues par la Banque à l'égard de questions liées à la comptabilité, aux contrôles comptables internes ou à l'audit, et recevoir les rapports relatifs à ces plaintes et à ces soumissions, conformément à la politique applicable;
- examiner un rapport annuel préparé par le chef de la gestion des risques concernant les examens de la Banque effectués par le BSIF, et assurer auprès de la direction le suivi de l'état des recommandations et des suggestions, le cas échéant;
- passer en revue les avis professionnels et les modifications apportées aux principales exigences réglementaires relatives aux normes comptables, dans la mesure où elles s'appliquent au processus de présentation de l'information financière de la Banque.

Service de la conformité

Le comité supervise le service de la conformité de la Banque et l'exécution de son mandat, notamment en examinant et en approuvant son plan annuel ainsi que les modifications importantes apportées à celui-ci et/ou à sa méthodologie. Le comité s'assure que le service de la conformité a les ressources et

l'indépendance nécessaires pour s'acquitter de ses responsabilités. En outre, le comité doit faire ce qui suit :

- examiner et approuver chaque année le mandat du service de la conformité et du chef de la conformité;
- évaluer au moins une fois l'an l'efficacité du service de la conformité;
- examiner les résultats d'un examen indépendant de l'efficacité du service de la conformité réalisé par un tiers tous les cinq ans;
- confirmer la nomination et la révocation du chef de la conformité;
- communiquer chaque année au chef de la direction son avis quant au rendement du chef de la conformité dans le cadre du processus d'approbation de la rémunération;
- examiner régulièrement les rapports préparés par le chef de la conformité à l'intention du comité d'audit et assurer le suivi de toute question non résolue;
- fournir une tribune permettant au chef de la conformité de soulever des questions liées à la conformité ou aux rapports qu'entretiennent le service de la conformité, la direction et/ou les autorités de réglementation, ainsi que leur interaction.

Lutte contre le blanchiment d'argent et le financement des activités terroristes

Le comité effectue la surveillance et le suivi de la mise en œuvre, du maintien et de l'efficacité soutenue du programme de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement des activités terroristes (LBA/FAT) qui vise à faire en sorte que la Banque se conforme aux lois et règlements qui s'appliquent à elle ainsi qu'à ses propres politiques, notamment :

- examiner avec la direction la conformité de la Banque avec les exigences des organismes de réglementation applicables;
- examiner un rapport annuel du chef, Lutte mondiale contre le blanchiment d'argent concernant l'évaluation de l'efficacité du programme LBA, et effectuer un suivi avec la direction de l'état des recommandations et des suggestions, s'il y a lieu;
- examiner un rapport annuel de l'auditeur en chef concernant les résultats de la vérification de l'efficacité du programme LBA, et faire un suivi avec la direction de la situation des recommandations et suggestions, s'il y a lieu.

Service de lutte mondiale contre le blanchiment d'argent

Le comité supervise le service de la lutte mondiale contre le blanchiment d'argent de la Banque et la réalisation de son mandat, et il veille à ce que le service de lutte mondiale contre le blanchiment d'argent dispose des ressources et de l'indépendance suffisantes lui permettant de s'acquitter de ses responsabilités. La supervision et la surveillance seront effectuées de la manière suivante :

- examiner et approuver le plan annuel du service de la lutte mondiale contre le blanchiment d'argent et toute modification importante touchant le plan annuel;
- examiner et approuver le programme LBA/FAT, sa conception et toutes les politiques importantes de LBA/FAT, y compris la politique relative aux sanctions internationales de TD;
- au moins une fois l'an, évaluer l'efficacité de la fonction de LBA/FAT;
- examiner les résultats d'un examen indépendant portant sur l'efficacité du service LBA effectué par un tiers tous les cinq ans;

- examiner et approuver annuellement le mandat du service de la lutte mondiale contre le blanchiment d'argent et le mandat du chef, Lutte mondiale contre le blanchiment d'argent;
- confirmer la nomination et la révocation du chef, Lutte mondiale contre le blanchiment d'argent;
- communiquer annuellement au chef de la direction, dans le cadre du processus d'approbation de la rémunération, son avis quant au rendement du chef, Lutte mondiale contre le blanchiment d'argent;
- examiner régulièrement les rapports préparés par le chef, Lutte mondiale contre le blanchiment d'argent destinés au comité d'audit et portant sur la conception et le déroulement des programmes LBA/FAT, la suffisance des ressources (humaines, informatiques, budgétaires), et toute recommandation à cet égard, et effectuer un suivi des enjeux en cours; et
- offrir une tribune au chef, Lutte mondiale contre le blanchiment d'argent lui permettant de soulever toute question de conformité se rapportant aux relations et interactions entre le service de la lutte mondiale contre le blanchiment d'argent, la direction et/ou les organismes de réglementation.

Généralités

Le comité assume également les tâches et responsabilités générales suivantes :

- agir à titre de comité d'audit et de comité de révision pour certaines filiales canadiennes de la Banque qui sont des sociétés d'assurance et des institutions financières sous réglementation fédérale, y compris rencontrer au moins une fois par année les actuares en chef des filiales de la Banque qui sont des sociétés d'assurance sous réglementation fédérale;
- mettre en place une marche à suivre conformément aux exigences des organismes de réglementation aux fins de la communication confidentielle et anonyme des préoccupations touchant des points discutables en matière de comptabilité ou d'audit, et recevoir des rapports sur ces plaintes et communications comme l'exige la politique applicable;
- examiner avec le chef des services juridiques de la Banque toute question de nature juridique découlant de litiges, de réclamations ou de non-conformité à la réglementation, qui pourrait avoir un effet important sur la situation financière de la Banque;
- s'acquitter de toute autre fonction ou tâche qui incombe à un comité d'audit et à un comité de révision, conformément aux exigences réglementaires, ou qui est déléguée par le conseil;
- une fois par année, diriger une autoévaluation permettant au comité d'évaluer son apport et son efficacité quant à la façon de s'acquitter de son mandat;
- revoir et évaluer la pertinence de la présente charte au moins une fois l'an et soumettre la présente charte au comité de gouvernance et au conseil aux fins d'approbation;
- tenir des procès-verbaux ou d'autres rapports des réunions et des activités du comité;
- faire rapport au conseil sur les questions importantes soulevées lors des réunions du comité d'audit après chaque réunion du comité et, s'il y a lieu, faire également au comité du risque un compte rendu des questions le concernant.